

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste



avec
les travailleurs
portugais

sommaire

ESPAGNE

● L'extrême-gauche et l'« étape démocratique » — p. 4 à 6

PORTUGAL — p. 7 et 8

VIETNAM — p. 9

NOTES INTERNATIONALES — p. 10

LUTTES OUVRIERES

● Les attaques contre la Sécurité sociale et les chômeurs — p. 11
● la grève à Paris-Rhône — p. 12 et 13
● Contre les licenciements — p. 14 et 15

ARMEE

● Pour le syndicat de soldats — p. 17

JUSTICE — p. 18

EDUCATION NATIONALE — p. 19

ROUGE QUOTIDIEN — p. 20 et 21

VIE QUOTIDIENNE — p. 22

CULTURE — p. 23 et 24

« Rouge » - 10, Impasse Guéméné - Paris 75004
Téléphone : 272.88.96 et 277.68.82

Directeur de publication H. Weber
Imprimerie N.P.P.

COURRIER DES LECTEURS

Voici ma première contribution : 200F. J'en profite pour vous dire que les couvertures de Rouge ne sont peut-être pas les meilleures lorsque l'on souhaite agrandir son audience. J'ai présenté le N°319 (couverture « Crève charogne » à des copains (apolitiques et non-syndiqués) de la boîte où je travaille. La couverture ne leur a pas inspiré votre crédibilité. Un ouvrier de 23 ans
D.J. Rouen

Contrairement à ce que vous laissez croire, les mauvais résultats de la souscription sur la ville, ça change un peu sur le Havre. Il faut dire que les gens sont assez sollicités... les postiers toujours à la pointe des luttes (2 grèves au Principal en 10 jours) envoient aujourd'hui 200F en attendant la suite.
G.T.R. Le HAVRE

Rentrant de la fête Rouge, je m'aperçois qu'il me reste 20F.F. dans mon porte-monnaie. Je m'empresse de vous les envoyer. Je saisis cette occasion pour remercier tous ceux qui ont travaillé à la réalisation de cette fête.
N. Lausanne

Une toute petite contribution pour ce mois. (suite aux 2 déjà envoyées.) J'en verrai mes deux prochains soldes. Il serait temps que tous les camarades considèrent la situation comme sérieuse. Il n'est pas sûr que nous arrivions aux 200 millions nécessaires si tous les camarades ne font pas des sacrifices financiers exceptionnels. Je ferais ces sacrifices là pour le quotidien Rouge. Salutations communistes.
Un bidasse

Ci-joint ma petite obole pour le quotidien Rouge (100F). Une vieille bonne femme de 56 ans qui a quelques raisons d'être fâchée contre le « système » actuel.
P.C. Savigny

Ci-joint 300F pour ma contribution mensuelle. Au mois prochain en espérant que je pourrais faire plus.
J.L.F. Gen

La question des femmes ne semble plus préoccuper Rouge autant qu'en ses débuts de nouvelle formule. Etais-ce seulement pour appâter ? Depuis quelques semaines en effet, à part quelques entrefilets sur les luttes des femmes, on ne trouve rien. Rouge n'a pas pris de position claire sur la question du viol, ni sur celle de la pornographie (cf. l'article confusionniste d'un certain P.L.T., je suppose que cet article a dû susciter des lettres. Pourquoi ne sont-elles pas publiées ?
M.S. Caen

Ci-joint 300F pour la souscription. J'en verrai ce que je pourrais tous les mois... A Sceaux, la vente peut être augmentée facilement. La demande existe (mais oui, mais oui) à condition que la librairie en reçoive plus.
A.D. Sceaux

Ne vous laissez pas abattre, on est là et on sera encore là (avec des sous) même quand le quotidien aura commencé à paraître.
B.G. et D.B. Ci-joint 250F

Notre soutien mensuel 300F. Pour un quotidien trotskyste qui soit ouvert à tous ! Deux ex-militants.
C.L. et J.M.B. Montreuil

Encore Brest 980F. N'ayez pas peur de nous citer en exemple, ça fera de l'émulation. Salut fraternel.
M.

De la part de trotskystes lourdaus. On essaiera de faire un effort chaque mois ! Courage. Comptez sur nous. Vous pouvez compter sur 1 ou 2 abonnements ici ! Salut.
J.C.N.

Militant PCF 422F avec la mention « Pour Rouge, mais en espérant que vous nous rejoindrez bientôt »
Niort

A mon chèque mensuel (200F) je joins mes félicitations pour la fête de Rouge, c'était bon, même très bon.
250F maintenant, la même chose en décembre, mais pas de soutien inconditionnel, je jugerai à l'expérience. Courage quand même.
P.E. Tours

Nous publions cette lettre dans le cadre du débat ouvert sur les minorités nationales.

Camarades,
La lecture du N°312 a apporté quelques surprises (article sur les luttes corses « Isula Morta »)

1/ La plateforme du Comité Anti Répression est exprimée comme « préalable à toute négociation avec le nouveau préfet », et votée par le PSU et la LCR. 2 points sont avancés : retrait des forces de police et arrêt des poursuites contre Siméoni et ses camarades.

Or le Monde du 31 août, page 13, donne une autre formulation de cette plateforme. Elle comprend trois points, les deux points notés par Rouge ne sont que le premier de la plateforme. On y trouve donc aussi ceci : sanctions immédiates contre les viticulteurs auteurs de scandales financiers avec mise en place d'une répartition de leurs biens (terres et caves transformées en coopératives), redistribution d'une partie du lotissement de Casablanca aux agriculteurs corses afin de rétablir un certain équilibre corses-rapatriés ». Et ceci « consécration sérieuse des emplois ».

2/ A propos de la composition du CAR, Rouge l'exprime en ces termes : « les syndicats agricoles, la CFDT, le PSU, la LCR et tout récemment le PS ». Mais le Monde explique : « le CAR n'a fait qu'appeler au rassemblement du 1^{er} septembre et à la grève générale sur la base de la plateforme » et il ajoute à la liste de Rouge « le mouvement Arriti, le CID UNATI, des représentants des Jeunes Chambres Économiques, des PME(1), des syndicats de routiers, la fédération hôtelière, le groupement interprofessionnel des vins corses et la coopérative d'artisan ».

Par rapport à ces deux questions ni la lettre de G.F., ni les articles de D.B. dans Rouge 313 ne nous paraissent apporter les éclaircissements nécessaires : si les faits énoncés par le Monde sont exacts pourquoi sont-ils présentés ainsi dans Rouge ? S'ils ne sont pas exacts, pourquoi pas de démenti dans Rouge ? Enfin quelle que soit la signification politique de la question corse, la lutte pour la défense des libertés démocratiques implique-t-elle l'alliance avec les organisations typiques de la petite-bourgeoisie et l'alignement sur leurs revendications ?
Lecteurs et diffuseurs de Tarbes.

SEMAINE DES GROUPES FEMMES

organisée par :
les groupes quartiers 4^e, 11^e et 12^e Arrds
les groupes lycées-CET 12^e
les groupes d'institutrices du XX^e
le groupe MLAC 12^e Cinéma 14 juillet
3 brd Richard Lenoir

SAMEDI 29 NOVEMBRE
A MINUIT

Projection du film « ON S'EST TROMPÉ D'HISTOIRE D'AMOUR »

DIMANCHE 30 NOVEMBRE
20H

AVORTEMENT ET CONTRACEPTION avec le M.L.A.C.

LUNDI 1^{er} DECEMBRE
20H

LA FEMME ET LE TRAVAIL
Projections - débats : « LIP AU FEMININ » « L'ÉTERNEL FEMININ »

MARDI 2 DECEMBRE
20H

L'ÉCOLE SEXISTE

MERCREDI 3 DECEMBRE
20H

Projection - débat : « LES PAYSANNES DU HAUT QUERCY »

JEUDI 4 DECEMBRE
20H

LA SEXUALITÉ (La prostitution, la pornographie, etc.)

VENDREDI 5 DECEMBRE
20H

LA SEXUALITÉ (Le couple, le désir, le plaisir...)
EVELYNE GUEDJ et MALKA WEKSLER, présentation de leur livre
« Quand les femmes se disent »

SAMEDI 6 DECEMBRE
15H

LA FEMME ET LE TRAVAIL
Projection - débat : « PETITES TÊTES ET GRANDES SURFACES »

DIMANCHE 7 DECEMBRE
15H

LES LUTTES INTERNATIONALES DES FEMMES
Projection - débat : « L'HEURE DE LA LIBÉRATION A SONNÉ »



LE N°31 DU JOURNAL DU CAP EST PARU Sommaire

l'affaire Roland Agret
Interview de nous américains sur les viols de femmes blanches.

Le « Journal d'Hiver » l'Association de Tourisme INTER EUROPE est paru

- Des programmes de sports d'hiver France Italie
- Des circuits - Ceylan, Portugal, Europe de l'Est
- Transports spéciaux

notamment Lisbonne Spécial Noël
Départ 21 décembre - Retour 4 janvier - 650 F

Passez le prendre au
22, rue Gay Lussac - Paris 5^e Tel : 326.57.34 633.61.65

dernière minute

Chirac menace les soldats et le mouvement ouvrier

Communiqué de la L. C. R.

La déclaration de Chirac menaçant de la Cour de sûreté de l'Etat ceux qui aident la juste lutte des soldats est une déclaration de guerre contre les soldats et l'ensemble du mouvement ouvrier. Elle témoigne de la force grandissante des comités de soldats et de l'isolement du régime qui n'hésite pas à menacer le Parti socialiste... Le pouvoir s'affole mais a montré qu'il est capable de frapper.

Ce n'est pas la menace d'un tribunal d'exception qui résoudra les revendications du contingent. La L.C.R. continuera à appuyer les comités de soldats parce que leur lutte démocratique est légitime.

Face aux menaces de Giscard, c'est l'ensemble du mouvement ouvrier qui doit faire face dans l'unité en se solidarisant concrètement avec les comités de soldats dont plusieurs sont déjà parrainés par des sections syndicales. La création d'un syndicat de soldats soutenu par les centrales syndicales représenterait la meilleure parade aux prétentions du pouvoir. La L.C.R. appelle toutes les organisations ouvrières à s'adresser dans l'unité aux soldats, à ne pas les laisser isolés et à se tenir prêtes à riposter massivement à tout acte de répression.

le 26 novembre 1975

Espagne : Le couronnement de Juan Carlos

QUI T'A FAIT ROI ?

Juan Carlos, nouveau roi d'Espagne, adopte le style Giscard, dont il doit être le lointain cousin. Dans une certaine mesure, ils ont le même problème : comment sauvegarder l'essentiel du régime dont ils hésitent tout en donnant l'illusion du changement.

Giscard a mis la réforme à l'ordre du jour de ses premiers mois de présidence, pour gagner du temps. Juan Carlos a retenu la leçon. Il ne pourra pas aller cependant jusqu'à s'inviter, le soir, à la bonne franquette chez les familles basques...

Sa « grâce » est d'ores et déjà, en effet, à la dimension du personnage et de son avenir : une toute petite grâce, parcimonieuse et mesquine. Son « indulto », un « indultillo ».

Juan Carlos a exactement repris les mêmes mesures qu'envisageait le gouvernement Arias Navarro, il y a six mois... peu avant l'adoption du décret-loi anti-terroriste.

Sur les quelques 2 000 prisonniers politiques, combien vont sortir ? Ceux qui sont condamnés à moins de trois ans de prison et qui ne tombent pas sous l'accusation de terrorisme. Ce grief, vague et extensif, se prête à toutes les interprétations possibles ; il laisse en fait l'application de la grâce à la discrétion de l'arbitraire de la magistrature, qui sera appelée à revoir cas par cas les dossiers !

Il est donc dès à présent certain que des centaines de militants, ouvriers, révolutionnaires, nationalistes basques, catalans ou galiciens resteront dans les geôles. Encore plus seuls, avec l'amertume de leur attente déçue. Encore plus menacés, par les sévices de gardiens qu'excite l'inquiétude, la peur du lendemain, et le sentiment qu'une période d'arrogance et d'impunité touche inéluctablement à sa fin.

En coiffant la couronne, le souverain se devait de jeter un peu de poudre aux yeux. Il était obligé d'offrir un geste aux chefs d'Etat, Giscard en tête, venus assister au Te Deum d'intronisation. Non par libéralisme ou par tradition. Mais par simple calcul. Préoccupée par les convulsions de la révolution portugaise, la bourgeoisie européenne manifeste un ralliement spectaculaire au juan-carlisme. Elle est disposée à alléger de son mieux les difficultés économiques susceptibles d'aggraver les luttes de classe en Espagne, et à réintégrer au plus vite le nouveau royaume dans la communauté européenne. A la seule condition que Juan Carlos leur en offre le prétexte. C'était le but de la grâce royale, saluée, fêtée, grossie comme à plaisir par les radios et la presse aux ordres.

En fait, Juan Carlos s'apprête à assumer pour l'essentiel l'héritage auquel il a plusieurs fois prêté serment : l'amnistie au rabais, qui n'efface pas le délit, sera bientôt suivie des procès contre les militants du PCE. La répression se maintiendra, quoique sous une forme plus discrète, en renonçant à la perspective délicate de nouvelles condamnations à mort.

Le « deuxième souffle du régime », accueilli avec soulagement par certains courants, qui craignaient de voir Juan Carlos fléchir d'emblée sous la charge, ne saurait faire illusion : il dépend pour beaucoup du répit que lui accordent les nouvelles tergiversations des partis réformistes, et le renfort des bourgeoisies européennes. La formation du prochain gouvernement viendra probablement confirmer les intentions du monarque intérimaire, de ne pas aller au-delà de « l'esprit du 12 février »(1), et de ne consentir aucune concession sérieuse dans le domaine des libertés démocratiques.

Pourtant, même ces mesures limites, destinées à donner le change en apaisant les fidèles, en peuvent qu'exacerber la crise du régime : qu'il se résolve ou non, en dernier recours, à céder davantage, face aux exigences d'un mouvement de masse qui ne patientera pas au-delà de quelques semaines ou de quelques mois, Juan Carlos sera balayé avec la dictature franquiste à laquelle il a vendu son âme.

En France, Giscard a ajouté une nouvelle ignominie à l'histoire du drapeau versaillais en lui faisant porter le deuil de Franco. En appuyant de sa présence l'opération succession montée de toutes pièces par le dictateur finissant, il endosse tout l'héritage du franquisme. Et à l'heure où son premier ministre tient des propos de guerre civile, il y a là plus qu'un symbole.

En se penchant sur le berceau de la monarchie espagnole, Giscard suit les intérêts de sa classe. Le mouvement ouvrier ne peut rester passivement suspendu aux initiatives du nouveau régime ; il ne doit pas se laisser démobiliser par l'attente d'hypothétiques concessions.

Nous devons au contraire relancer en profondeur la campagne pour la libération immédiate de tous les prisonniers politiques et le retour des exilés ; pour la rupture des relations avec la monarchie et le boycott de l'Espagne franquiste, pour le renversement de la dictature.

D. B.
26 NOVEMBRE 1975

(1) Le 12 février 74, Arrias Navarro, nommé premier ministre, avait prononcé un discours « d'ouverture ». L'ouverture s'est terminée comme on sait : par une loi sur les associations exigeant la fidélité à la Phalange, et par les cinq exécutions de septembre dernier !

VIENT DE PARAITRE

aux éditions 10 / 18

TROTSKY

La lutte anti-bureaucratique en URSS - 2 volumes -
9,60 F chacun au lieu de 12 F

Marx - Engels

La social-démocratie allemande - 12 F au lieu de 15 F

Ernst Bloch

Thomas Münzer - 9,60 F au lieu de 12 F

et aussi

CAHIER ROUGE

N° 5 : Espagne : l'agonie du franquisme 4 F

N° 4 : Portugal : l'alternative 5 F

IMPRECOR

N° 38 - 20 novembre 75 - 3 F

- La guerre civile au Liban

- Angola : l'indépendance

à la librairie ROUGE, 10 impasse Géménée PARIS 75004

L'EXTREME-GAUCHE ET LA « NECESSAIRE ETAPE DEMOCRATIQUE »

La mort de Franco met à l'ordre du jour tous les débats stratégiques et tactiques sur le type d'alternative politique à la crise du franquisme. Or l'ensemble des organisations ouvrières et révolutionnaires abordent la future révolution espagnole avec des réponses divergentes, voire antagoniques.

Les réponses de la Junte Démocratique — animée par le PCE, le PTE, Bandera Roja, et des courants authentiquement bourgeois en particulier autour de Calvo Serrer — et de la plate forme de la Convergence démocratique — animée par le PSOE, le MCE, la Démocratie chrétienne — sont majoritaires dans le mouvement ouvrier espagnol.

Seules, la LCR-ETA.VI, la LC, l'OICE, le FRAP, parmi les organisations qui ont une audience nationale, se sont aujourd'hui refusées à intégrer ces deux blocs politiques de collaboration de classes.

La révolution espagnole sera socialiste ou ne sera pas ! Voilà pourquoi les marxistes révolutionnaires engagent une bataille systématique pour la mobilisation unie et indépendante de la classe ouvrière, pour la préparation d'une grève générale qui abattra la dictature. Une telle orientation est la seule susceptible de combiner la lutte intransigeante pour toutes les libertés démocratiques et pour la satisfaction de toutes les revendications ouvrières avec l'affirmation d'une perspective socialiste qui exclut tout bloc avec les partis bourgeois.

L'analyse du caractère démocratique bourgeois de la révolution guide le PCE dans la recherche d'alliances avec une série de fractions de la bourgeoisie

espagnole... allant jusqu'à la « droite civilisée » pour instaurer une démocratie parlementaire bourgeoise. Cette politique exclue la préparation d'une mobilisation conséquente pour abattre l'Etat franquiste, et explique son choix pour « les manœuvres » et la « stratégie de pression-négociation » sur des fractions de l'armée et de l'appareil d'Etat franquiste.

Entre l'alternative des réformistes et celles des marxistes révolutionnaires, une série de courants hésitent, oscillent, affirmant tantôt le caractère socialiste de la révolution, tantôt la nécessité d'une étape ou « phase » démocratique-populaire, justifiant la mobilisation indépendante de la classe ouvrière mais participant à des blocs — Junte et Convergence — avec des courants bourgeois. C'est la politique, du MCE, de l'ORT, du PTE, etc.

Ces hésitations sont aussi partagées par une série d'organisations révolutionnaires françaises qui, par leurs incompréhensions ou ambiguïtés, laissent la porte ouverte à une série de positions politiques opportunistes.

Ainsi les divisions relèvent de débats, de divergences stratégiques particulièrement importantes pour les organisations révolutionnaires françaises.

Ce débat, nullement académique, a immédiatement une série d'implications politiques sur les objectifs de luttes, la nature des alliances à nouer autour du prolétariat, la place des mots d'ordre démocratiques et nombre d'autres questions politiques.

A. Olivier

Tant en Espagne qu'en France les analyses divergent sur le caractère de la révolution à venir en Espagne. L'affirmation claire et nette d'une perspective socialiste est le plus souvent noyée dans une nébuleuse « rupture démocratique ».

LE PSU, LA JUNTE ET LA CONVERGENCE

● Christian Guerche, dans T.S. n° 676, explique : « Le problème a été parfaitement posé par Santiago Carillo, secrétaire général du PCE, quand il a affirmé dans sa conférence de presse, que le PCE n'attendrait pas de permission pour installer des permanences dans toute l'Espagne dès que la mort de Franco serait annoncée... »

Aucune critique n'est portée sur la tactique et la stratégie du PCE qui loin d'engager une mobilisation des masses pour la conquête des libertés démocratiques, manœuvre avec telle ou telle fraction bourgeoise dans le cadre de solutions politiques bourgeoises à la crise du franquisme.

François Desmoulin dans T.S. n° 677 ajoute : « Aussi doit-on considérer comme une avancée importante la signature du Document commun le 30 octobre entre la Junte démocratique et la plate-forme de la Convergence démocratique. Le refus de la continuité, l'affirmation de la nécessité d'une rupture démocratique semblent indiquer que la droite du PSOE... a dû

reculer. Au demeurant on ne peut que saluer la réalisation d'un tel accord. Plus que jamais pour la gauche révolutionnaire, socialiste, communiste, l'unité est à l'ordre du jour pour la mobilisation et pour empêcher que le fascisme ne se transforme en monarchie... »

On peut s'étonner à la lecture de tels propos dans TS :

D'abord sur la fonction et le contenu d'un tel accord. Loin de présenter une alternative des organisations ouvrières à la crise qui secoue la société espagnole, il présente une solution bourgeoise de collaboration de classes, ne s'attaquant nullement aux institutions bourgeoises et étatiques du franquisme. Ce texte n'exige par exemple aucune dissolution des corps spéciaux de répression. Cette « rupture démocratique » est une telle « avancée » que l'accord commun évite soigneusement de traiter explicitement la question de Juan Carlos, dont le nom n'est jamais cité. C'est d'ailleurs le refus de la convergence démocratique de dénoncer clairement et de citer explicitement Juan Carlos comme solution de continuité au franquisme qui a provoqué le départ de l'ORT d'un tel organisme.

A aucun moment le PSU ne signale l'existence de composantes bourgeoises dans la Junte et la Convergence et n'exige la rupture des organisations ouvrières avec de telles composantes.

Si l'article se termine par la nécessité « d'empêcher que le fascisme se transforme en monarchie » on ne signale, à aucun moment, la nécessité de satisfaire l'ensemble des revendications ouvrières comme bataille centrale pour la mobilisation unitaire, et surtout on oublie le développement d'objectifs socialistes du mouvement des masses en Espagne...

Cela est d'autant plus gênant que Guerche (BN du PSU), dans un éditorial sur la solidarité avec l'Espagne, écrit : « L'exemple nous vient d'Italie : six organisations italiennes de la Démocratie chrétienne à l'extrême gauche viennent de constituer un Comité de solidarité. Ce Comité se propose d'apporter un plein appui aux forces de l'antifascisme espagnol et de développer une action nationale et internationale visant à l'isolement politique et économique du régime franquiste »

Voilà ! A la mobilisation unitaire de la classe ouvrière internationale pour aider le prolétariat espagnol et ses organisations dans sa lutte contre le fascisme, le PSU préfère le « modèle » italien d'un front bourgeois au pouvoir, la démocratie chrétienne pour soutenir, indistinctement les « forces de l'antifascisme espagnol », qui comprennent aujourd'hui l'ensemble du mouvement ouvrier mais aussi des fractions croissantes de la bourgeoisie espagnole, fractions, qui loin d'être appuyées dans leurs manœuvres de repliement de l'appareil d'Etat bourgeois, doivent être démasquées et combattues !

Ces glissements, ce manque de fermeté sur la question des alliances de classes en Espagne, peuvent ne pas refléter la pensée des militants du PSU. Ils renvoient toutefois aux ambiguïtés qu'entretient le PSU, dans ses rapports vis-à-vis du PS et du PC en particulier autour de la notion d'« Unité populaire », ambiguïtés qui débouchent souvent sur un opportunisme vis-à-vis de l'Union de la Gauche et qui, en Espagne, les amènent à un suivisme politique de la Junte et de la Convergence.



l'extrême-gauche maoïste évolue à droite

□ Il est difficile de dresser un inventaire des différentes composantes de l'extrême-gauche en Espagne.

Difficile d'abord par les dures conditions de clandestinité auxquelles sont contraintes ces organisations révolutionnaires, cibles privilégiées de la répression franquiste, dont des centaines de militants croupissent dans les prisons fascistes, condamnés souvent à des peines de plusieurs dizaines d'années de prison. Difficile aussi parce que l'histoire de cette extrême-gauche est une des plus tourmentées et tortueuses, entrecoupée de crises et de reclassements incessants que l'accélération de la crise de la dictature franquiste dans la dernière période a encore exacerbés. Ainsi, à côté de la dizaine d'organisations qui ont une implantation solide à l'échelle nationale coexistent une pléiade de groupes locaux qui varient d'une ville à l'autre.

Parmi les organisations d'extrême-gauche, le

courant maoïste est le plus puissant. Maoïsme plus ou moins violemment teinté de stalinisme selon qu'il s'agit du PCE(mi) qui apparaît essentiellement sous le sigle du FRAP, du MCE ou de l'ORT, qui rivalisent d'orthodoxie dans leur culte de la pensée de Mao-tse-toung avec le PCE(i), aujourd'hui PT, ou qu'il s'agisse de l'OCE(BR), moins empressée d'emboîter le pas à la direction chinoise, notamment dans sa politique internationale. En dehors de ces organisations maoïstes, trois autres organisations bénéficient d'une audience réelle à l'échelle nationale : les deux organisations sympathisantes de la Quatrième Internationale, la LC et la LCR-ETA(VI), et une organisation ultra-gauche, l'OICE. Il y a enfin le cas assez spécifique de l'organisation nationaliste-révolutionnaire ETA(V) divisée aujourd'hui en deux fractions « militaire » et « politico-militaire », profondément ancrée dans la réalité nationale d'Euskadi.

Ces organisations sont le produit de la radicalisation de la jeunesse ouvrière et étudiante qui se dessine à un niveau de masse au début des années 60 et provoque d'une part des crises successives dans les organisations de jeunesse des partis traditionnels et d'autre part une forte radicalisation des courants chrétiens. Ainsi, de crises successives du PCE, et en particulier du PSUC en Catalogne, naissent en 64-65 le PCE(mi) et en 67 le groupe « Unitat » d'où naîtra le PCE(i). Les dirigeants de l'OCE(BR) ont eux aussi quitté le PSUC au début des années 60... pour y réadhérer d'ailleurs dans leur majorité quelque dix ans plus tard. De la crise des « Organisations Front » (FLP-FOC-FSBA), organisation centriste fondée dans les années 50, par un groupe d'intellectuels d'origine catholique, naîtront le groupe « Comunismo » d'où provient la LCR, et l'OICE. Enfin, l'ETA est elle-même issue de la crise de l'organisation de jeunesse du vieux parti nationaliste bourgeois basque, le PNV.

Les militants d'origine chrétienne ont grossi les rangs de la plupart des organisations d'extrême-gauche, particulièrement attirés par les accents populistes des organisations maoïstes, et leur ont souvent apporté une solide implantation dans la jeunesse ouvrière. L'ORT est d'ailleurs directement issue d'une organisation syndicaliste-chrétienne, l'AST.

D'importants reclassements politiques se sont produits dans la période récente avec l'aggravation de la crise de la dictature franquiste et sous l'impact des initiatives prises par les partis ouvriers réformistes, qu'il s'agisse de la création de la Junte Démocratique sous l'impulsion du PCE ou de la Convergence Démocratique à l'initiative du PSOE. Toutes les organisations maoïstes se sont compromises à des degrés divers dans ces coalitions avec des forces politiques bourgeoises, à l'exception toutefois du FRAP qui son sectarisme forcé a poussé à construire sa propre caricature de « Front Populaire ».



Fotolib

Meeting LCR

*Franco est mort, à bas le franquisme !
Tous aux cotés des travailleurs portugais !*

Lundi 15 décembre
20h30 — Mutualité

REVOLUTION ET LES « CIBLES POLITIQUES »

● Révolution !, après avoir affirmé correctement la nécessité et le débouché nécessairement socialiste du combat du prolétariat et des peuples d'Espagne, explique :

« Mais les révolutionnaires devront mettre en avant les mots d'ordre qui constituent des cibles politiques effectives pour que les travailleurs décomposent le pouvoir de l'ennemi de classe et hâtent la victoire finale du prolétariat » (n° 111)

D'emblée, se pose une première question : quelles sont donc ces « cibles politiques » ? sont-elles tactiques ou stratégiques ? De quels mots d'ordre s'agit-il ?

Pour le moment, ces questions sont sans réponse !

Sans assimiler ni confondre les positions de Révolution ! avec une quelconque organisation révolutionnaire espagnole, que cela soit Bandiera Roja ou même les positions du M.C.E. ou de l'ORT, il est normal de poser des questions.

Révolution a sorti une petite brochure sur l'Espagne et de nombreux articles sur la situation des luttes de classe dans ce pays. Dans ces articles, les critiques aux orientations réformistes du P.C.E. et du P.S.O.E. sont largement abordées, mais jamais la question de la Junte démocratique et de la Convergence n'a été traitée en tant que telle, jamais n'ont été critiquées les organisations révolutionnaires, membres de ces coalitions de collaboration de classe !

Ou bien Révolution ! pense que, tactiquement, l'intégration de Bandiera Roja dans la Junte et celle du M.C.E. dans la convergence sont justifiées, et alors il faut le dire. Ou bien révolution ! pense que l'unité du mouvement ouvrier, la mobilisation des masses en Espagne passent par l'indépendance de classe totale des organisations ouvrières vis-à-vis de la bourgeoisie et donc par la rupture avec les Junte et Convergence démocratiques de toutes les organisations révolutionnaires ! C'est ce que nous pensons... mais alors il faut critiquer Bandiera Roja, le M.C.E., etc.

Mais on ne peut garder le silence... à moins qu'il soit révélateur.

L'OCI : VIVE LA REPUBLIQUE !

● « Parce que la continuité monarchique, c'est la continuité de l'Etat bourgeois franquiste, de l'Etat des oppresseurs et des assassins : A BAS LA MONARCHIE ! REPUBLIQUE EN ESPAGNE !

Ce sont les axes qui définissent la politique de l'OCI sur l'Espagne.

Aujourd'hui la situation politique espagnole met à l'ordre du jour la combinaison d'une lutte intransigeante pour la conquête de toutes les libertés démocratiques — libération de tous les prisonniers politiques, droit de grève, de réunion, de manifestation, liberté de la presse, exercées par une assemblée constituante élue au suffrage universel direct — et d'une bataille pour la satisfaction de toutes les revendications ouvrières, pour l'unité et l'indépendance de toutes les organisations ouvrières vers la grève générale qui abattra la dictature.

Cela implique que toutes les batailles, tous les mots d'ordre pour la conquête des libertés démocratiques, se fassent non pas

en fonction des alliances avec tel ou tel secteur bourgeois, mais par les propres méthodes de la classe ouvrière, grèves, manifestations, mobilisations de toutes les organisations ouvrières dans l'unité et l'indépendance la plus totale.

Or, loin de tracer une telle perspective de mobilisation de la classe, en particulier en insistant sur la préparation d'une grève générale pour abattre la dictature, l'OCI en centrant toute son agitation concrète sur le mot d'ordre de « République », vide de tout contenu de classe la bataille pour les libertés démocratiques et lui substitue une formule creuse, qui ne peut être comprise, dans cette phase finale de la dictature, que comme une autre forme de domination de la bourgeoisie : la république parlementaire démocratique bourgeoise.

Ainsi lutter pour la convocation d'une assemblée constituante n'a pas le même sens que lutter pour la République.

Exiger la convocation de l'Assemblée Constituente, c'est refuser le régime politique actuel et indiquer que seules les forces ouvrières peuvent être à même de définir le régime politique que veulent les travailleurs.

Au contraire, l'exigence de la



Fotolib

L'extrême-gauche maoïste évolue à droite (suite)

L'entrée du PT (ex PCE(i)) et de l'OCE(BR) dans la Junte Démocratique s'est accompagnée d'une profonde évolution à droite de ces deux organisations, et a même conduit la majorité de l'OCE(BR) à rejoindre directement, en deux vagues successives les rangs du PSUC (le PC en Catalogne). Le MCE et l'ORT ont refusé d'entrer dans la Junte Démocratique, mais plus pour des raisons tactiques que de principe : si elles ont critiqué dans la Junte Démocratique la préfiguration d'un gouvernement de coalition avec des secteurs de la bourgeoisie, elles n'en préconisent pas moins certaines alliances avec des partis bourgeois et se sont empressées d'adhérer moins d'un an après à la Convergence Démocratique.

L'ORT a rompu aujourd'hui avec la Convergence Démocratique pour dénoncer l'attitude plus qu'ambigüe du PSOE et des secteurs de la Démocratie Chrétienne représentés par Ruiz Gimenez vis-à-vis de l'opération « libéralisation contrôlée » que voudrait engager le régime franquiste à l'heure de la succession, mais continue à préconiser la fusion de la Junte et de la Convergence. Prisonnière de la conception mao-stalinienne de la « révolution ininterrompue par étapes », ces organisations s'avèrent incapables de défendre fermement l'indépendance de classe du prolétariat face aux diverses formes de la politique de collaboration de classe des organisations réformistes. Elles se sont déjà dangereusement avancées sur la voie d'un soutien, plus ou moins critique, au gouvernement de coalition que PC et PSOE s'approprient à mettre en place dès la chute du régime franquiste. A poursuivre dans cette voie, elles porteraient une lourde responsabilité dans les conséquences désastreuses de cette politique, dont on voit les fruits aujourd'hui au Portugal.

Cette question est d'autant plus grave que par l'influence de masse réelle dont elles bénéficient, notamment en Euskadi, ces organisations risquent de contribuer sérieusement à dévoyer les luttes de la classe ouvrière vers des objectifs compatibles avec la survie de l'appareil d'Etat bourgeois, au nom de la « nécessaire étape démocratique » dans la révolution qui s'annonce.

Les organisations maoïstes

OCE(BR) (Organisation communiste d'Espagne - Bandera Roja)

C'est un noyau de militants issus du PSUC au début des années 60 qui fonde la revue Bandera Roja en novembre 68 et structure autour de cette revue des noyaux militants dans la région de Barcelone. En mai 70, l'organisation se formalise et prend le nom d'OCE(BR) : elle entretient des liens fraternels avec l'OC Révolution ! en France, malgré les fortes différences qui séparent à l'époque cette organisation maoïste caractérisée par une politique opportuniste droitrière vis-à-vis du PSUC et le groupe ultra-gauche qu'est Révolution !. Courant 74 une double scission se produit et la majorité de l'organisation rejoint, en deux vagues successives, les rangs du PSUC. La minorité prend alors le nom d'OCE(BR), tout en maintenant pour l'essentiel la politique antérieure. Elle participe notamment à l'Assemblée de Catalogne et à la Junte Démocratique.

PT (Parti du Travail) - ex PCE(i) (Parti Communiste d'Espagne-international)

Le PCE (international) s'est formé à partir du groupe «Unité», lui-même issu d'une scission dans le PSUC en Catalogne en 67. C'était une des composantes les plus importantes de l'extrême-gauche à la fin des années 60. Une première crise importante secoue cette organisation engagée dans une politique ultra-gauche, avec la scission du PCE (international) dont nombre de militants rejoindront par la suite le MCE. Une nouvelle scission s'est produite il y a deux ans, avec l'apparition du PCE(i) — ligne prolétarienne —. C'est son rapprochement avec le PCE, à la suite de son entrée dans la Junte Démocratique qui a conduit le PCE(i) à prendre le nom de PT. Il est assez bien implanté à Madrid et Barcelone notamment.

MCE (Mouvement Communiste d'Espagne)

Le MCE est issu de la première scission importante dans l'ETA, en 66 qui donne naissance à EFA-Komunistak puis au Mouvement Communiste Basque, enfin au MCE fin 71. Première tentative de rupture avec le nationalisme petit-bourgeois, le MCE s'aligne rapidement sur des positions maoïstes

et se développe à l'échelle de tout l'Etat espagnol. Fortement implantée au Pays Basque, elle est probablement l'organisation ouvrière la plus importante dans les provinces de Biscaye et de Guipuzcoa. Elle a envisagé une fusion avec le PCE(m) puis avec l'ORT, sans résultat jusqu'à présent.

ORT (Organisation Révolutionnaire de Travailleurs)

L'ORT est une organisation d'origine « syndicaliste chrétienne ». L'AST (Association Syndicale des Travailleurs) qui a connu une forte radicalisation dans les années 68-69. Elle a entretenu pendant une période des rapports assez étroits avec le PSU, avant de virer résolument au maoïsme. Elle est bien implantée au Pays Basque, en particulier en Navarre où elle dirige les Commissions Ouvrières. Elle a adhéré en même temps que le MCE à la Convergence Démocratique, puis l'a quittée dernièrement en des termes qui laissent prévoir un retour éventuel, ou même son adhésion à la Junte Démocratique.

PCE(mi) (Parti Communiste d'Espagne-marxiste-léniniste)

A l'image de ce qui s'est produit dans nombre de PC au moment de l'ouverture du conflit Moscou-Pékin, cette organisation provient d'une scission dans le PCE, dans les années 64-65. Dans la plus stricte tradition stalinienne, le PCE(mi) s'est entouré d'une multitude de pseudo organisations de masse, dont la plus connue est le FRAP. Engagé depuis 6 mois dans une politique folle de guerre populaire et d'affrontement armé avec l'appareil d'Etat franquiste, il a subi une répression extrêmement dure qui l'a pratiquement démantelé et a conduit à l'assassinat « légal » de trois de ses militants.

P. R.

La semaine prochaine, nous poursuivrons notre analyse de l'extrême-gauche en Espagne.

l'OCI et la République (suite)

République revient à lutter pour un régime caractéristique de la société bourgeoise, de la domination politique des exploités.

Trotsky a pu avancer le mot d'ordre de République dans l'Espagne de 1931. Mais il s'agissait d'un contexte historique bien précis :

chute de la dictature de Primo de Rivera, provoquée plus par la décomposition extrême de la société espagnole de l'époque, (« les maladies de la vieille société ») que sous les coups du mouvement des masses, faiblesse importante du mouvement des masses, retranchement des principales fractions de la bourgeoisie centrale — rachat à l'époque — derrière la monarchie.

Dans un tel contexte ce mot d'ordre a pu avoir une fonction de rupture vis à vis de la bourgeoisie. Mais très vite un tel mot d'ordre a été dépassé, et des que les conflits de classe se firent plus aigus, à partir de 1934, Trotsky abandonna cette revendication.

Aujourd'hui, aucun des facteurs de l'époque n'existent ; la structure sociale, les rapports de classe sont qualitativement différents. Si la dictature croule, c'est bel

et bien sous les coups sans cesse plus forts du mouvement ouvrier espagnol ; c'est la puissance du mouvement des masses pousse aujourd'hui une série de fractions de la bourgeoisie à quitter aujourd'hui, le navire franquiste ; enfin, loin d'être retranchée derrière le franquisme ou la monarchie, la bourgeoisie et les partis réformistes discutent et tenteront une série de nouvelles combinaisons, qui iront de la monarchie, à la république parlementaire bourgeoise, en passant par les multiples sortes de monarchie constitutionnelle ou semi-constitutionnelle...

Aussi, dans les conditions actuelles de la lutte des classes, loin d'être un mot d'ordre de rupture avec la bourgeoisie, « Vive la République », désarme les travailleurs. Face aux manœuvres et aux pièges bourgeois et réformistes, ce mot d'ordre fixe une étape totalement artificielle à la mobilisation des travailleurs ;

Mais, qu'on se rassure, si l'OCI, une fois encore, n'aura pas tracé de perspectives politiques pour l'avant-garde ouvrière, elle aura trouvée un terrain d'entente et de manœuvres avec la politique social-démocrate... A.O.

CIMATRA (Perpignan)

Licenciés pour avoir arrosé la mort de Franco au champagne !

Depuis des semaines qu'ils attendaient ça ! Quand la bête est morte, les travailleurs ont sorti les bouteilles après le travail pour fêter l'événement. Un des deux contremaîtres au courant de la chose, a laissé faire. Mais la direction a réagi avec brutalité ! Dans le tas, arbitrairement, elle a choisi 5 otages, qu'elle a aussitôt vidés de l'entreprise.

Les travailleurs licenciés n'entendent pas subir cette attaque incroyable sans riposte. Ils dénoncent, dans un communiqué « la sentence arbitraire prise par le gérant comme une interdiction d'expression politique », et réaffirment leur solidarité à la classe ouvrière espagnole : « (...) Cette inadmissible et scandaleuse répression n'est elle pas encouragée par la campagne organisée par le pouvoir et le patronat contre le droit d'activité politique des travailleurs dans l'entreprise ? »

Nous ajoutons que le gérant est d'origine espagnole et que son acte témoigne d'une complicité avec les agissements franquistes.

Nous dénonçons vivement l'autre contremaître pour les mauvais traitements physiques et les brimades morales qu'il inflige aux travailleurs, preuve de sa haine et de son mépris pour la personne humaine, encouragé par l'attitude anti-ouvrière du gérant.

Il est bon de signaler que le contremaître lui-même s'était décalé quelques temps auparavant membre du M.S.I. (mouvement fasciste italien).

Nous dénonçons les profits réalisés par le patronat de l'entreprise grâce à l'embauchage d'étrangers au noir (Nord-africains et Espagnols) en agissant par contrainte morale et sociale, d'autant plus que, vu les conditions de travail, le salaire est excessivement bas.

Notre cas n'est pas isolé : nous nous déclarons solidaires des luttes de tous les travailleurs contre les licenciements abusifs, l'exploitation débridée et les mauvaises conditions de vie et de travail, contre le chômage et la vie chère.

Nous réaffirmons notre solidarité inconditionnelle avec la lutte de la classe ouvrière et des peuples de l'Etat espagnol pour abattre la dictature et en finir avec l'oppression.

LISBONNE ACCUSE LE COUP

Le recul des soldats et officiers révolutionnaires offre un répit au pouvoir d'Etat. Mais la classe ouvrière ne s'est pas laissée aller à l'illusion d'une insurrection facile et son potentiel de lutte et d'organisation reste intact.

■ C'est presque incroyable. Dix jours après l'immense manifestation du 16 novembre, moins de deux semaines après l'écrasante victoire des ouvriers de la construction, alors que le gouvernement chancelait sous les coups de plusieurs manifestations ouvrières et que le Conseil de la Révolution trébuchait sur l'extraordinaire combativité des soldats, Lisbonne est en état siège.

Les radios et la télévision de la capitale, après avoir interrompu leurs émissions, relayées par les stations de Porto, ne diffusent plus que les communiqués officiels de l'Etat-major général. Les journaux ont cessé de paraître. Le bouillonnement que manifestaient Lisbonne et la ceinture industrielle s'est brusquement interrompu.

Et ces régiments « rouges », mobilisés, armés, imprenables, matés par les 400 parachutistes des commandos d'Amadora et les 1000 hommes de l'Ecole pratique de cavalerie de Santarem !

Le coup est-il si sérieux que les rues de la capitale de la révolution portugaise, hier sillonnées de travailleurs et de soldats, restent aujourd'hui vides et silencieuses ?

l'illusion d'une montée irrésistible

Depuis le 25 avril et particulièrement depuis la fin de l'année 1974, le mouvement ascendant des masses portugaises est pratiquement ininter-

un seul journal : Luta proletaria

Malgré l'absence de journaux et d'informations parlées ou télévisées autres qu'officielles, les grands partis ouvriers n'ont rien fait pour faire entendre leur voix.

Le P.S. se taisait pour laisser parler Costa Gomes

Le P.C.P., docile, acceptait — à regret déclarait-il — de se plier aux exigences de l'Etat-Major général. Le MES et le PRP, devant l'échec de leur projet, se morfondaient. L'U.D.P., qui avait préparé un numéro spécial de son journal « Voz do Povo », se le fit saisir à l'imprimerie par la G.N.R.

Nos camarades de la L.C.I., après avoir distribué un tract mercredi 26 au matin, furent ainsi la seule organisation ouvrière à vouloir et à pouvoir sortir un numéro spécial de leur journal « Luta proletaria » contre l'institution de l'état de siège.

C'était déjà apporter une première réponse aux tentatives d'intimidation de l'avant-garde et surtout des organisations révolutionnaires.

rompu. En fait, rien ne semble résister à la mobilisation ouvrière et populaire : le 28 septembre, puis le 11 mars voient la bourgeoisie défaite avant d'avoir même pu engager la bataille. La mise en place du 6^e Gouvernement provisoire consécutive à la crise de l'été ne lui réussit pas mieux puisque, cette fois, c'est l'armée qui, à chacune des initiatives gouvernementales, oppose sa solidarité avec les travailleurs (particulièrement ceux de l'information) qu'on veut ramener à « la loi et l'ordre ».

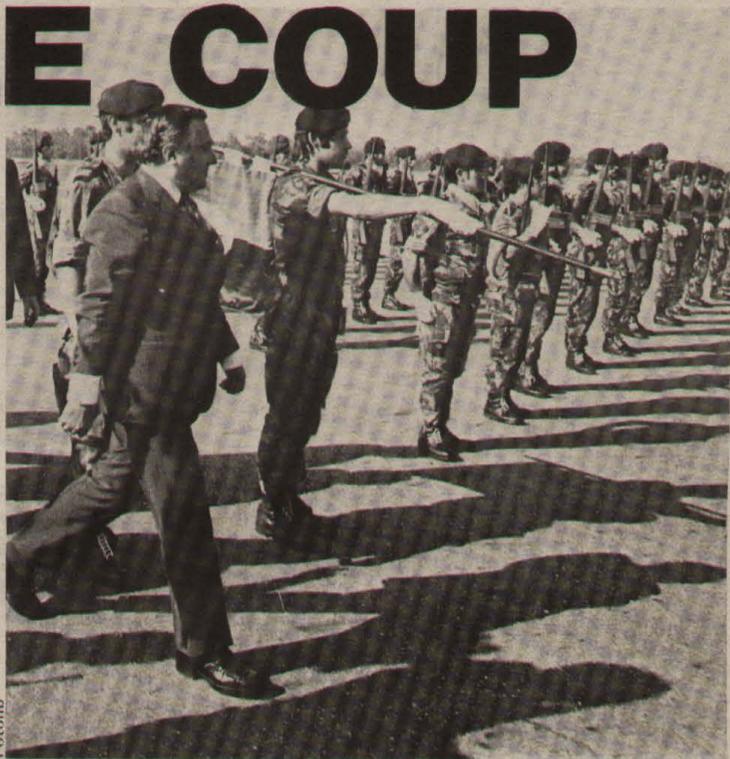
L'armée semble — et dans une grande mesure est — passée du côté de la contestation généralisée de l'autorité patronale, militaire, étatique qui ravage la société portugaise. Dans les secteurs d'avant-garde de la classe ouvrière, l'illusion se crée ainsi que le mouvement, semi-spontané et semi-conscient, sans direction ni orientation précises, peut renverser tous les obstacles.

Le « peuple » est pour la révolution, les soldats « toujours, toujours aux côtés du peuple ». Le pouvoir fragile est paralysé par la contestation populaire et militaire. Que faut-il de plus pour franchir le pas qui mène à la prise du pouvoir ?

L'illusion d'une victoire facile fait aussi son chemin parmi ce qu'on appelle la « gauche militaire », regroupant pêle-mêle les militants de certaines organisations d'extrême-gauche et l'aile la plus radicale des officiers du M.F.A., déçus du lâchage du P.C.P. avant le prononcamento de la hiérarchie militaire à l'assemblée de Tancos.

Ces officiers et sous-officiers ont le sentiment de jouir de la confiance des soldats qui remettent en cause la discipline traditionnelle héritée du salazarisme. Ils se sont radicalisés à toute allure, en moins d'un an le plus souvent, à l'aide de quelques lectures hâtives et éclectiques. Ils ont surtout de la révolution une conception technique, typiquement militaire : le « pouvoir populaire » existe dans les usines, les exploitations agricoles et les quartiers ; la prise du pouvoir n'est qu'une simple opération militaire d'occupation des centres névralgiques essentiels. Le « pouvoir populaire » apportera son soutien aux militaires révolutionnaires ; ils lui remettront le pouvoir d'Etat.

Ce qui s'est produit à Lisbonne dans la nuit de mardi à mercredi n'est donc pas une simple tentative de « coup d'Etat de gauche ». C'est à la fois le produit de la maturité du processus révolutionnaire objectif et des limites subjectives que celui-ci possède encore. L'illusion d'être une force invincible, parce que liée aux aspirations des travailleurs, est en fin de compte le reflet de cette situation contradictoire.



Fotolib

Ni hostiles, ni enthousiastes

Le mouvement des parachutistes de Tancos fournit un bon exemple de ce paradoxe. Utilisés le 11 mars pour encercler le RAL 1 (devenu RALIS), les paras n'avaient pas réagi à la manipulation de leurs officiers. Par contre l'opération de sabotage à la bombe contre l'émetteur de Radio-Renaissance avait provoqué un véritable traumatisme parmi les soldats et sergents parachutistes, soudain conscients d'être victimes d'une manœuvre de leurs officiers pour les impliquer dans une action anti-ouvrière et anti-populaire, on connaît la suite : en moins de deux semaines, la base-école de Tancos, régiment d'arrière-garde dans la révolution passe au premier plan de la contestation de l'Etat Major des forces aériennes, bastion solide de la hiérarchie militaire.

Mardi 25, à 6 H du matin, les 1 800 paras de la base occupent la base aérienne n°3 de Tancos, n°5 de Monte Reale, n°6 de Montijo et le siège de l'Etat Major à Monsanto en séquestrant le général Pinho Freira, commandant de la région aérienne.

En même temps la Police Militaire s'empare de Radio-Clube Portugais et de l'Emissora Nacional, et l'EPAM (Ecole Pratique d'Administration Militaire) de la télévision, à 200 m de sa caserne. Le RALIS bloque les accès Nord de Lisbonne, pendant que l'EPMS (Ecole Pratique de Service du Matériel) se charge des accès Sud.

Militairement le plan n'est pas plus mauvais qu'un autre. Politiquement, il est désastreux. Les travailleurs assistent au spectacle de ces mouvements de troupe — avec lesquelles ils sympathisent, certes — sans comprendre quel est l'enjeu de ce déploie-

ment. Les projets d'écartement d'Otelo qui servent de point de départ à la crise, ne suffisent pas à mobiliser la classe ouvrière de la banlieue et les travailleurs de Lisbonne, et on a presque envie de dire : heureusement. Une insurrection pour un général qui devait apparaître derrière Costa Gomes quand celui-ci annonce dans l'après-midi l'état d'urgence, puis l'état de siège à Lisbonne !

Ce n'est pas une motivation suffisante pour descendre dans la rue, se lancer à l'assaut du pouvoir comme y invitait un tract commun du MES et du PRP dans la soirée du mardi 25.

Les travailleurs n'ont pas bougé. Les quelques groupes qui se rassemblaient étaient rapidement dispersés par les chaimites des commandos d'Amadora qui commençaient à patrouiller en ville.

Devant l'absence de participation des travailleurs l'opération s'effondra en quelques heures. Les soldats comprirent qu'ils n'étaient pas suivis et après une faible résistance — notamment à la PM dont devait résulter 4 morts dont deux parmi les commandos de Jaime Neves — les officiers partirent pour Belem, à l'ultimatum de Costa Gomes.

Les travailleurs, et particulièrement les ouvriers de la ceinture industrielle, ni hostiles ni enthousiastes, se mobilisèrent pourtant dans la nuit. Non pour participer à « l'insurrection », mais pour défendre leurs usines face à toute éventualité d'agressions réactionnaires comme celles qui se formaient dans le Nord du pays. La Lisnave, la Setenave, la Soreforme, la Sidérurgie nationale furent ainsi en éveil de longues heures derrière leurs barricades.

La matinée qui suivit le couvre-feu, à peine respecté, permettait de tirer un premier bilan.

Certains entendaient faire une insurrection derrière Othelo de Carvalho alors que celui-ci n'hésita pas à apparaître en compagnie de Costa Gomes quand il vint annoncer l'Etat de Siège !



Fotoblog

Lisbonne accuse le coup (suite)

Toute cette restructuration dont n'auraient pas osé rêver le Conseil de la Révolution et le gouvernement il y a une semaine donnera un répit au pouvoir d'Etat en l'assurant qu'une de ses béquilles n'est pas totalement brisée.

Mais Costa Gomes, et ceux dont il vient de ranimer les espoirs d'ordre et de discipline, ne doivent pas faire durer l'opération trop longtemps. La prolongation de l'état de siège serait difficilement tolérée par les travailleurs. Localement, ils ont déjà commencé à lui manifester leur hostilité, comme à Setubal et sur la rive sud du Tage où plusieurs grèves se sont déroulées ce mercredi.

Pourtant, cette « remise en ordre » ne peut s'effectuer en quelques jours, elle concerne la majeure partie de l'armée portugaise, son secteur le plus

opérationnel, c'est-à-dire plusieurs dizaines de milliers d'hommes en incluant dans ces effectifs les unités « suspectes » du Nord, du Centre et du Sud du pays.

De cette contradiction dans les délais, et avant que le nettoyage n'arrive jamais à son terme, il n'est pas exclu que les soldats tirent avantage pour repartir en avant. Dans l'intervalle cependant, les conquêtes importantes auront été perdues, comme le contrôle de l'arsenal central de Beinolas par les commissions de soldats et de travailleurs et repris par l'E.P.C. Cela, à soi seul, suffit à qualifier d'aventuriste l'attitude des organisations du F.U.R. (avec une mention spéciale pour le MES et le PRP) qui ont poussé, de longues semaines durant, à l'organisation de « l'insurrection ».

un recul mais non une défaite

A cette heure, les conséquences de ces deux journées sont encore difficiles à prévoir.

Il pourrait s'agir d'une sorte de 11 mars à l'envers qui, cette fois, profite à la bourgeoisie. Mais, contrairement aux secousses qui ébranlèrent cette dernière le 11 mars, la classe ouvrière n'a pas été atteinte par l'échec de l'opération des régiments de Lisbonne. A aucun moment, ses forces n'ont été directement engagées. Le niveau de mobilisation des travailleurs qui commençaient à faire leur unité autour d'objectifs de lutte anti-capitaliste, n'a pas été enrayé par la contre-offensive de la hiérarchie militaire.

Indirectement bien sûr, les travailleurs paieront le prix du recul subi par les soldats et officiers révolutionnaires. La reprise en main de l'armée à Lisbonne, facilitée par l'état de siège qui donne tous les pouvoirs à Costa Gomes, se traduit déjà par des arrestations, des transferts, des mutations, demain probablement des dissolutions d'unités militaires.

Costa Gomes et le conseil de la Révolution n'ont pas non plus intérêt à trop jouer aux apprentis sorciers. Les mesures d'exceptions, si elles se prolongeaient, favoriseraient les menées de la droite et de l'extrême droite réactionnaire, comme en témoignent les manifestations et les barrages organisés par le PPD, le CDS et les bandes fascistes dans leurs fiefs du nord.

C'est pourquoi, les officiers du Conseil de la Révolution se serviront probablement encore de l'état de siège pour pousser l'avantage en prenant quelques mesures immédiates dans l'armée. Mais ils reviendront rapidement à un fonctionnement plus normal des institutions bourgeoises qu'ils tentent de construire.

La conjoncture nouvelle consécutive aux reculs des derniers jours, ne permet pas de résoudre la crise ouverte par la grève-démarchandage du 6^e gouvernement.

Le terrain qui vient d'être regagné par le Conseil de la Révolution sera certainement utilisé pour résoudre le plus favorablement possible la crise gouvernementale.

Le PCP a gagné quelques bons points de respectabilité en sortant de son silence, pour accepter de se plier aux exigences de l'Etat de siège et en refaisant ses propositions de restructuration du MFA, autour de laquelle pourrait venir s'agencer un remaniement gouvernemental « progressiste », c'est à dire MFA-PCP-PS.

Tout au long de la crise, ce dernier s'est bien gardé d'attaquer le PCP pour sauvegarder la possibilité de négocier — en position renforcée par les derniers événements — un accord de gouvernement.

Le recul temporaire, et peut-être la démolition qui va l'accompagner permettront aux divers clans d'officiers du MFA, et aux directions réformistes du PS et du PCP de mener ces tractations avec un peu moins de hâte.

Mais il reste un grand point d'interrogation sur les prochains jours. Si les travailleurs, le moment de surprise et de désarroi passé, regroupent leurs forces inentamées, si les soldats refusent à nouveau de laisser attaquer leur droit à s'organiser comme travailleurs sous l'uniforme, alors le coup qu'ils viennent d'encaisser leur servira à tirer les leçons de l'avenir.

A l'extraordinaire combativité du prolétariat portugais et de son avant-garde en civil et sous l'uniforme, viendra s'ajouter la claire conscience des objectifs et des moyens de les réaliser. Après avoir encaissé le coup, la révolution portugaise sera prête à en donner un autre.

le 27-11-75
Charles Michaloux

EXPULSION D'UN MEMBRE DU SUV PAR PONIATOWSKI

■ Le 21 l'aspirant Fernandez est arrêté à Strasbourg à la fin d'un meeting organisé par le « Collectif d'Information sur le Portugal ». Marié à une française il a, avant de faire son service travaillé en France. Déjà le 14 novembre il avait été arrêté à Clermont-Ferrand à l'issue d'un meeting Portugal, transféré à Paris et menacé d'un arrêté d'expulsion. Les prises de position immédiates (CGT, CFTD, PCF, PS, PSU, LCR, RI) avaient fait reculer Poniatowski et il avait été libéré. Cette fois-ci le scénario policier fut identique (quadrillage impressionnant de la salle et du quartier) ; le caractère relativement tardif de la riposte a permis l'application rapide de la mesure. Il n'en est que plus nécessaire de rattraper le temps perdu. D'une part, parce qu'une expulsion opérée en ces formes relève d'une juridiction exceptionnelle très strictement codifiée avec laquelle le ministre semble avoir pris quelques libertés. D'autre part, parce que cet arbitraire porte directement atteinte à des libertés démocratiques d'expression et de réunion et constitue un précédent redoutable.

Enfin parce que cette mesure révèle une fois de plus le rôle que joue le gouvernement dans la campagne de la réaction contre la révolution portugaise des services de Poniatowski, pas ceux qui au Portugal luttent pour la réalisation d'une nouvelle société. Aussi le mouvement de solidarité avec la révolution portugaise doit répondre vigoureusement et permettre que se fassent entendre toutes ces voix, toutes ces idées qui gênent tant notre gouvernement. D'ores et déjà, une campagne contre la levée de la mesure d'expulsion doit se mettre en place dans l'unité la plus large. Au Portugal dès la 1^{er} tentative de Poniatowski, FSP, LCI, MDP, LUAR, MES, SUV, PCP et intersyndicale avaient de manière unitaire vigoureusement pris position. Nous en reparlerons.

dernière minute

■ Un deuxième camarade portugais, venu à Toulouse entretenir les travailleurs de la lutte des soldats du SUV a été arrêté.

Cette arrestation, à l'entrée d'un meeting organisé par LCR, RI, les CAM et le CDA et qui regroupait 300 personnes, s'est opérée avec une extrême violence de la part des flics qui avaient quadrillé le quartier de la salle du Sénéchal, puisqu'une dizaine de personnes qui protégeaient le camarade portugais ont été blessées et quatre arrêtées. La riposte s'organise avec la CFTD et le PSU

MONTPELLIER

Avec les SUV quand même...

■ Un peu plus de 300 personnes s'entassaient dans une salle archi-comble ce vendredi à Montpellier. Elles étaient venues entendre le délégué des SUV invité par les Comités Portugal de la ville mais refoulé dans la matinée à Lisbonne par le gouvernement français. Malgré cette absence, la salle tout entière resta attentive pour suivre la projection d'un montage audio-visuel réalisé par une Comité Portugal et participer à un bon débat sur les perspectives révolutionnaires. Le meeting était soutenu par le PSU, la LCR, l'OCR, et la GOP ainsi que des sections syndicales dont la CFTD Santé. La Préfecture, espérant sous doute intimider les participants au meeting ou faire encore main basse sur un soldat portugais, avait monté une opération coup de poing justement dans la soirée de ce vendredi.

PARIS XV^e : 8 HEURES POUR LE PORTUGAL

■ Ce sont plus de 400 personnes qui, à l'appel du comité Portugal, de la LCR, de Révolution 1, du PSU et de l'Union locale CFTD, ont participé le 22 novembre sur le XV^e arrondissement aux « 8 heures pour la Révolution portugaise ». Un très grand succès donc — la plus importante réunion politique sur l'arrondissement depuis 1968 — renforcé par la manière même dont se sont déroulés ces huit heures : neuf forums ont en effet pu se tenir, animés à chaque fois par des organisations de masse du quartier, permettant des heures et des heures de discussions passionnées qui, des morades à la réforme agraire, en passant par le rôle des femmes dans le processus révolutionnaire, ont porté sur tous les aspects de la révolution portugaise.

Correspondant XV^e



Fotolib

La direction vietnamienne a gagné une autorité politique rare parmi les mouvements de libération, de par la lutte qu'elle a su mener. Le rôle qu'elle peut en conséquence jouer, va bien au delà des dimensions et de la puissance économique de son pays, comparées à celles de la Chine et de l'URSS. Mais si elle s'est affirmée autonome dans son combat, elle n'est pas moins aujourd'hui considérablement dépendante de l'aide économique, technique et financière des principaux Etats ouvriers bureaucratés.

Mais le jeu de relations que le Parti des travailleurs du Vietnam a pu nouer avec Moscou et Pékin est en train de se modifier.

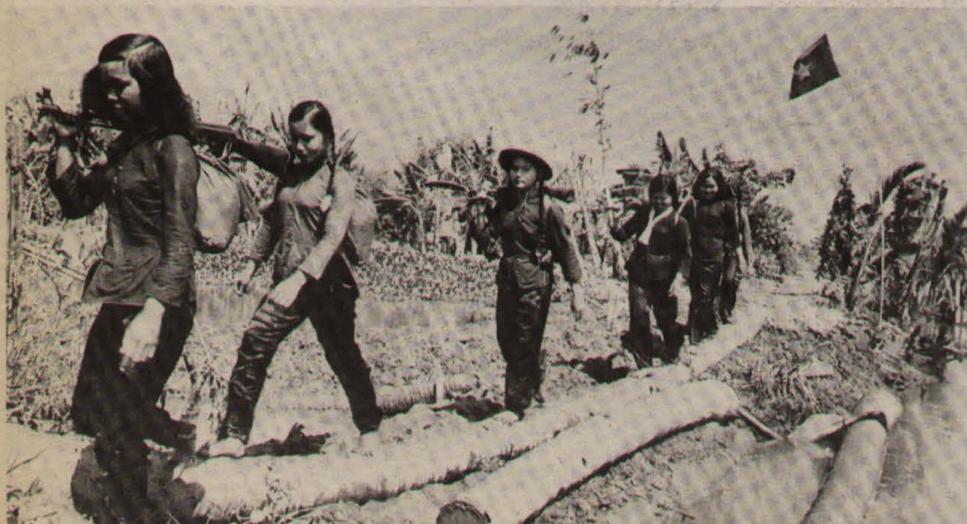
Chine : la balance est plus égale

Le Vietnam en lutte avait toujours tenté de garder la balance égale entre l'URSS et la Chine, malgré le conflit sino-soviétique et la « guerre froide » que ces deux Etats se livrent maintenant. Parfois le fléau de la balance avait même penché en faveur de la Chine, plus proche et alors plus radicale dans son soutien. Depuis 1971 (annonce du voyage de Nixon à Pékin) il n'est plus de même.

Après la victoire, la tension éclata presque au grand jour entre le PTV et le PCC. Le voyage de Le Duan — premier secrétaire du CC — en URSS s'est conclu par un long communiqué commun de quatre pages imprimées (voir « Nouvelles de la RDVN » n° 65). Il avait été précédé d'un voyage en Chine qui n'aura donné lieu à aucun communiqué commun. L'accord commercial est signalé en quatre lignes dans le même bulletin (N°62) qui publie néanmoins l'allocation de Le Duan prononcée le 22 septembre.

Il n'y a pas pour autant rupture ouverte. Le discours de Le Duan à Pékin est extrêmement chaleureux, plus que le communiqué commun avec l'URSS, la fraternité du combat asiatique révolutionnaire y est rappelée et le peuple chinois y est qualifié de « proche ami ». Mais à Pékin, le dirigeant du PTV rappelle que le « chef de file de l'impérialisme » reste « l'impérialisme américain » et le communiqué commun d'octobre définit l'URSS comme le « premier Etat prolétarien du monde » par la puissance.

Ceci est inacceptable pour la direction maoïste qui fait de l'URSS l'« ennemi principal », alors que le PTV s'affirme membre du « camp socialiste » et appelle au « renforcement de la solidarité, de l'unité et de la coopération entre les pays socialistes » (communiqué commun).



Fotolib

l'« avant-poste » du sud-est asiatique ?

La libération ultime du Vietnam aura été révolution sociale (voir « Rouge » n° 321). La réunification, devenue un fait au lendemain du 30 avril et bientôt achevée par des élections générales, aura sanctionné le rôle dirigeant qu'a joué sur tout le territoire le Parti des Travailleurs du Vietnam — le PC vietnamien (voir « Rouge » n° 322) — La révolution aura, enfin été indochinoise, entraînant dans la lutte et la victoire le Laos et le Cambodge. Et son écho aura profondément modifié les rapports de force mondiaux, mettant en échec l'escalade contre-révolutionnaire la plus systématique jamais engagée par l'impérialisme américain et ébranlant l'équilibre du mouvement communiste international.



Sipa

R.D.V.N., « avant-poste authentique » ?

A ce clivage fondamental de ligne entre le PCC et le PTV, s'ajoute probablement une concurrence conséquente en Asie du Sud-est.

Le paragraphe peut-être le plus significatif de tout le communiqué commun soviéto-vietnamien est celui qui affirme que « La RDVN est devenue un avant-poste authentique du socialisme en Indochine et en Asie du Sud-est. Le prestige du PTVN s'est rehaussé nettement ». Cela fait longtemps que la direction vietnamienne postule à un rôle propre dans sa région du monde. Dans ce communiqué, il semble que la direction soviétique lui concède ce rôle. La Chine, elle, ne le veut ou ne le veut. L'Asie du Sud-est est sa zone d'influence immédiate.

Le problème n'est pas formel, et il ne concerne pas que la politique des « grandes puissances ». Le mouvement communiste du sud-est asiatique — d'obédience fortement maoïste — est en effet en pleine mutation. Les conditions nationales et régionales de leurs luttes ont changé, et une réappréciation de leur ligne s'impose. Le PC malais a subi 2 scissions (en 1970 et 1974). Le PC thaïlandais connaît une tension interne importante du fait de son option « pro-chinoise ». Le PC indonésien a été morcelé et

décimé après la répression sanglante de 1965... L'un des enjeux du conflit d'orientation sino-vietnamien est donc l'avenir du mouvement communiste du sud-est asiatique.

La « Détente » ?

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser un passage inhabituel du communiqué commun où le PTVN et le gouvernement de la RDVN déclarent soutenir le CC du PCUS et le gouvernement de l'URSS dans leurs activités extérieures en vue « de consolider la paix et la sécurité internationale et de rendre irréversible le processus de détente ». Le Parti Communiste Vietnamien a trop récemment et trop violemment dénoncé l'« illusion de la détente » pour avoir bouleversé sa ligne en si peu de temps. On a l'impression d'un « compromis » accepté par le PTV pour prix de la reconnaissance et de l'aide soviétique.

Ce ne serait pas la première fois qu'un tel type de « compromis idéologique » est passé par le PCV (voir en ce qui concerne le « passage pacifique au socialisme » le livre « Le Parti Communiste Vietnamien » p.271-272). Et il est impossible de revenir, dans le cadre de cet article sur le fondement de cette attitude de la direction vietnamienne. Toujours est-il que le communiqué commun soviéto-vietnamien situe bien les limites du rôle international que le PCV est prêt à jouer. L'alliance privilégiée du PCV reste avec le mouvement stalinien international. Il sait le rôle objectif qu'il a joué dans l'émergence d'une nouvelle génération révolutionnaire dans le monde, bien souvent « gauchiste ». Il ne veut pas pour autant prendre de responsabilités directes dans sa reconstitution. La direction vietnamienne se reconnaît dans le mouvement communiste « officiel » et non dans l'extrême gauche révolutionnaire. Elle apporte son soutien, officiel lui aussi, au PC chilien sous l'Union Populaire, à Indira Gandhi avec l'URSS hier, au PC portugais aujourd'hui, au MPLA en Angola.

Si elle veut jouer un rôle propre en Asie du sud-est, la direction vietnamienne ne veut pas rompre les alliances internationales. Cela implique une ambivalence permanente de sa politique internationale : appel aux peuples pour la levée révolutionnaires et ouvertures aux gouvernements qui prennent leurs distances par rapport aux USA.

Au fond, la politique internationale du PCV soulève les mêmes problèmes que sa conception des rapports partimasses et la Constitution de la RDVN. « Rouge » aura l'occasion d'y revenir. Mais, de même que l'élément toujours déterminant au Vietnam même est la dynamique révolutionnaire impulsée par la victoire, l'Indochine d'aujourd'hui apparaît comme un ferment révolutionnaire dans tout le sud-est asiatique. Ses réalisations entrent en effet en résonance avec la remontée profonde des luttes sociales et nationales de la région. Et l'écho mondial de l'extraordinaire victoire des peuples d'Indochine n'est pas prêt de disparaître.

NOTES INTERNATIONALES



JEAN-PIERRE VIENNOT

■ L'annonce de la mort de Jean-Pierre Viennot est parvenue au cours du mois d'octobre. Zulfikar Ali Bhutto, président pakistanais venait alors à Paris en visite officielle discuter l'achat d'armes et autres moyens de gouverner.

Jean-Pierre Viennot est mort au Balouchistan parmi les combattants balouches soulevés contre le pouvoir néo-colonial pakistanais. La version officielle de sa mort indique qu'il serait décédé des suites de maladies. Nous la tenons pour suspecte, quand bien même elle est vraisemblable. Coincé entre Etat pakistanais qui l'opprime directement et celui du Chah d'Iran, le peuple balouche compte parmi ces peuples du Proche-Orient, comme les kurdes, les pachtous, auxquels la balkanisation de la région par l'impérialisme anglo-français a nié tout droit à l'auto-détermination.

L'histoire de Jean-Pierre Viennot s'identifie à la lutte des peuples opprimés du monde islamique. Toute sa vie politique, depuis le début des années 60 quand il commença à militer, il se fit le porte-parole, le défenseur, le propagateur des luttes des combattants kurdes, palestiniens, yéménites, dhofaris, et plus récemment des balouches et des pachtous.

Alors qu'il était encore élève de l'Ecole des Langues et Civilisations Orientales à Paris, il adhéra à l'Union des Etudiants Communistes vers 1964. Tant que l'opposition de gauche de cette organisation put continuer à y impulser des débats, organiser des luttes politiques contre la guerre d'Algérie, puis contre l'OAS, en rupture avec la ligne de capitulation de la direction du PCF, Jean-Pierre Viennot la soutint totalement. C'est là qu'il se fit connaître. Partisan passionné et défenseur persévérant de toutes les luttes de libération nationale, il était un personnage unique. Extraordinaire linguiste possédant la maîtrise de l'arabe classique et moderne, de la langue kurde, pénétré de l'histoire des peuples de l'Islam, nanti de ces passeports, il a manifesté une détermination exemplaire dans son engagement politique aux côtés des combattants de ces peuples opprimés, oubliés, laissés pour compte. Une adéquation parfaite liait ses convictions et leurs conséquences pratiques.

Jean-Pierre Viennot s'était comme investi d'une mission qu'il a rempli jusqu'au bout : révéler ces luttes, comme autant de questions nationales ignorées, à une génération politique tout juste sortie des mailles de l'incurie stalinienne. Parce qu'il dénonçait et informait, il était perçu comme une gêne, un risque, par les gouvernements criminels de la région. Le gouvernement irakien l'avait inscrit sur ses listes noires et il fut attaqué physiquement par le Savagh, la Gestapo du Chah d'Iran.

Ils sont encore peu nombreux ceux qui, comme Viennot, ont élevé la lutte pour toute indépendance, pour la démocratie, pour la justice, pour l'internationalisme, en principe de vie et d'action. Qu'il soit rendu hommage à son existence.

GALA DE SOLIDARITE POUR LA RESISTANCE AU CHILI

(organisé par le PS Chilien et le MJR)

Serge Reggiani, Maxime Le Forestier, Paco Ibanez, Alfonso, Raimon, Colette Magny, Daniel Viglietti, Claude Vinci, présentés par J. L. Trintignant.

Le 4 décembre 1975 à 20 heures au Palais des Sports - Porte de Versailles Entrée 30 F de soutien 100 F

Billets en vente à la librairie Rouge
10, impasse Guéméné - Paris 4^e

URUGUAY : NOUVELLE VAGUE D'ARRESTATIONS

■ Au cours de la première semaine du mois de novembre, les militaires uruguayens ont arrêtés plus de 500 personnes. Il s'agit pour la plupart de dirigeants et de militants du Parti Communiste Uruguayen comme Alberto Altosor, membre du comité central, des dirigeants syndicaux comme Vladimir Turiansky (textile) et Pedro Toledo (cheminots), des journalistes comme Juan Carlos Urrusola (journaliste à « El Popular »). Au cours des trois derniers mois, trois personnes sont mortes sous la torture : le docteur Carlos Curuchaga (63 ans, militant du Frente Amplio), Pedro Lerena Martinez (33 ans, militant syndical, dirigeant du MLN), Alvaro Balbi (étudiant, 31 ans).

Cette répression féroce n'a pas empêché la résistance de la classe ouvrière à la dictature : jusqu'à présent les syndicats continuaient à fonctionner dans la clandestinité. La manifestation la plus éclatante de cette résistance a été la grève, le 14 octobre, des 1200 ouvriers du Frigorifique EFCSA. Malgré les pressions du Ministère du Travail et des militaires ils occupèrent l'entreprise et ne cessèrent la grève que lorsque leurs revendications salariales

eurent été satisfaites.

Même aux yeux de leurs protecteurs yankees, les militaires uruguayens ont une « image de marque » bien dévaluée. En effet, la sous-commission des affaires internationales de la Chambre des Représentants des USA s'inquiète « du refus de garantie judiciaire et de l'importance de la torture en Uruguay » ; elle demande à Kissinger de « formuler des observations sérieuses au gouvernement uruguayen » et de considérer une possibilité de refus de l'aide économique. De son côté, le sénat du Venezuela a publiquement condamné la dictature uruguayenne.

Pour développer une campagne internationale de dénonciation du régime uruguayen, le Comité de Défense des Prisonniers Politiques en Uruguay (1), a décidé de faire de l'année qui vient, une année de lutte pour l'isolement de la dictature et pour cela, fait appel à toutes les organisations ouvrières et démocratiques. Nous devons participer à cette campagne.

Hugo Salvo

(1) CDP.P.U. 67 rue du Théâtre 75015 Paris

ANGOLA : LA « COLONNE »

■ La « colonne » formée par le FNLA, l'UNITA, des mercenaires sud-africains et portugais, a déjà parcouru des centaines de kilomètres, menaçant Luanda et Malanje par le sud et tentant

de former une tenaille avec les troupes du FNLA au nord. Le 11 novembre vit la proclamation de la République Populaire d'Angola par le MPLA alors que FNLA et UNITA brandissaient la soi-disant légitimité d'une République Démocratique d'Angola. Mais cette crédibilité n'a de sens aujourd'hui que par le pont aérien que les sud-africains ont mis en place pour ravitailler en armes et en hommes les troupes de mercenaires et les forces de Holden et de Savimbi. Des appareils de la South African Airways ont été réquisitionnés à cet effet. La situation du MPLA est aujourd'hui très mauvaise et l'internationalisation du conflit joue largement en faveur de la réaction impérialiste.

La bataille diplomatique du MPLA pour la reconnaissance de son pouvoir s'est avérée être un semi-échec dans la mesure où la fameuse diplomatie

africaine s'est montrée plus prudente.

La bataille pour la reconnaissance de la République Populaire d'Angola doit donc, pour nous, prendre un autre sens, en s'articulant à un soutien aux masses angolaises contre la réaction impérialiste.

Pendant ce temps l'ambassadeur de Chine en Ouganda remet un message de soutien de Mao à Amin Dada pour l'action qu'il mène (soutien de fait au FNLA) en tant que président de l'Organisation de l'Unité Africaine ! « Le gouvernement chinois approuve la tentative » du président ougandais « de réunir les trois mouvements de libération » ! Quelle curieuse réconciliation lorsqu'on sait que le quartier général de la Défense sud-africaine a annoncé « qu'un nombre important de soldats du contingent s'étaient portés volontaires pour prolonger (sic) leur service militaire dans n'importe quelle zone décidée par les Forces armées ». A chacun son camp !

C.G.

FOURCADE A L'ASSAUT DE LA SECURITE SOCIALE

En ne faisant couvrir par la Sécurité sociale qu'un minimum de risques, le gouvernement entend favoriser au maximum les compagnies d'assurances complémentaires auxquelles les travailleurs seront obligés de souscrire.

■ Fourcade a lâché le morceau : « il faut envisager la solution courageuse du prélèvement sur les revenus des ménages plutôt que celle, paresseuse, du recours éternel aux entreprises. »

Le technocrate de la rue de Rivoli ne manque pas de culot. Passons sur l'aspect d'un tautinnet mégalo de l'éloge qu'il s'adresse à lui-même (quel courage !) et venons à l'énormité : il ne faut vraiment pas avoir peur pour qualifier de « solution paresseuse » le recours aux entreprises, quand on sait que le non-paiement des cotisations du patronat à l'URSSAF dépasse pour 1973 et 1974 les deux milliards et demi !

Cette déclaration n'est pas un ballon d'essai. La guerre du patronat contre les droits à la santé des travailleurs dure depuis 1945.

des premiers grignotages de l'après-guerre...

L'application des ordonnances des 4 et 19 octobre 1945 fut très tôt l'objet d'âpres batailles dont les travailleurs firent généralement les frais. Ainsi la généralisation du droit à la Sécurité sociale ne resta qu'un vœu pieu, le PCF et la SFIO ayant accepté que ces mesures ne soient appliquées que lorsque la production industrielle aurait atteint 110 % du niveau du niveau qu'elle avait en 1938 pour l'assurance vieillesse et 125 % pour les autres risques (loi Croizat du 22 mai 1946).

En bons réformistes, ils subordonnaient leur application à la « reconstruction nationale » (au profit du capital). Le patronat profita de cette loyale collaboration et ne se gêna pas ensuite pour oublier ses promesses...

Dès 1949 l'ambassadeur du plan Marshall donnait le ton : « Il est nécessaire d'aligner au plus vite les charges sociales dans les pays d'Europe »... Entendez : un nivellement par le bas ! Et le patronat français s'en donna à cœur joie...

à l'attaque frontale des ordonnances de 67

La défaite ouvrière de 58 marqua un net recul en matière de droit à la sécurité sociale. Toute une série de

mesures visèrent à le restreindre. Et les ordonnances de 67 marquèrent la volonté d'en finir avec ce qui restait de droit de regard des organisations syndicales sur le système. Le graphique ci-dessous sur la composition des conseils d'administration est éloquent :



une nouvelle étape

Forts de cette première victoire, patronat et gouvernement ont donc poursuivi leur offensive. La très officielle Association des grandes entreprises françaises (AGREF) ne déclarait-elle pas en 1972 : « le financement de toute consommation sociale ou privée ne devrait-il pas, selon une saine logique économique (sic) être prélevé sur le revenu disponible des ménages ? » A cela, Poniatowski, ministre de la Santé sous Pompidou, s'y employa.

Les déclarations de Fourcade (et de Simoné Weil) continuent dans ce sens. Il s'agit en fait d'une remise en cause globale du droit à la sécurité sociale. En se contentant de couvrir un minimum de risques pour tous les assurés sociaux, cela permet de favoriser le développement des compagnies d'assurance complémentaires auxquelles les travailleurs devront souscrire en plus. Il y a encore des divergences sur les rythmes au sein du gouvernement, mais la menace est bien réelle.

La bataille est claire : il faut abroger les ordonnances de 67, exiger le départ des patrons des conseils d'administration, imposer le paiement et le relèvement des cotisations patronales, le paiement de leurs dettes, sous le contrôle des organisations syndicales, exiger un régime unique pour tous qui n'ait pas à supporter les tâches qui ne lui incombent pas (comme l'équipement sanitaire), exiger le remboursement des frais maladie à 100 %, l'indexation des retraites et des allocations familiales sur le coût de la vie, lutter pour la nationalisation sous contrôle ouvrier des trusts pharmaceutiques et la gratuité des soins.

J.-L.V.



L'OFFENSIVE ANTI-CHOMEURS CONTINUE...

la « toilette » des chômeurs

Voilà plusieurs semaines que Rouge a dénoncé la circulaire du directeur de l'Agence de l'emploi Métais, en expliquant ses buts réels : faire baisser les chiffres des statistiques du chômage ; permettre au gouvernement de faire des économies en privant plusieurs dizaines de milliers de sans-travail à la fois du titre officiel de chômeur, des allocations familiales et de la sécurité sociale.

Des lecteurs ont pu penser que nous noircissions le tableau et qu'un projet aussi gros était peu vraisemblable. La lettre confidentielle d'Expansion du 24 novembre confirme les intentions de la bourgeoisie avec un beau cynisme :

« Il est possible, prévoit-elle, que le nombre de demandes d'emploi non satisfaites repasse au-dessous du million, fin novembre. Depuis quelques semaines en effet, les agences pour l'emploi font la « toilette » de leurs dossiers. D'après les indications recueillies à ce jour, cela ferait apparaître qu'environ 15 % des dossiers de demandes n'ont plus de raison d'être. Si ces indications se confirment, il en résulterait une chute de 150.000 demandes d'emploi. Même si, par ailleurs, celles-ci s'accroissent de dossiers nouveaux, il est possible que le solde net soit négatif. Le total, qui serait de 1.015.000 fin octobre, pourrait ainsi revenir au-dessous du million. »

C'est si simple...

« Sous peine de suppression des allocations familiales »

Une nouvelle circulaire du ministère du Travail (non parue au Journal officiel) vient de compléter le dispositif anti-chômeurs mis en place par le gouvernement. Elle est datée du 29 septembre, porte le n° 32 SS et la signature de Pierre Schopflin, directeur de cabinet.

Elle invite à un renforcement systématique des contrôles administratifs afin que les chômeurs qui ne sont pas en règle ne puissent bénéficier de prestations sociales :

● Pour l'assurance maladie maternité : la circulaire recommande d'éviter « lorsque la durée de l'état de chômage excède trois mois » d'accorder « indûment le bénéfice des indemnités journalières ». Et dans ce but, elle demande que soient établies des liaisons « entre le service de contrôle médical des caisses primaires et les services locaux de l'emploi » afin que soient « vérifiés de manière concertée tant l'état de santé des intéressés que les raisons de la non-reprise des activités ». Ce qui signifie en clair que la chasse est ouverte non seulement aux « faux malades » mais aux malades effectifs qui ne fournissent pas de motif jugé valable par l'administration au fait qu'ils n'ont pas d'emploi.

● Pour les prestations familiales : la circulaire constate non sans cynisme qu'« il n'est pas douteux que le seul fait qu'un allocataire salarié chargé de famille reste sans travail pendant plus de six mois constitue une situation sociale anormale ». C'est pourquoi elle demande à la caisse d'allocations familiales d'« adresser à l'allocataire un questionnaire précis et détaillé l'invitant à exposer sa situation, les efforts faits pour reprendre une activité et les raisons pour lesquelles il n'y est pas parvenu » : Cette inquisition à domicile visant à sonder la bonne volonté et les efforts de chacun pour retrouver du travail dans un pays où il y a un million cinq cent mille chômeurs n'est pas gratuite : le questionnaire est « à renvoyer rapidement par l'allocataire, sous peine de suppression des allocations familiales ». Avec ce système — déjà préconisé par la circulaire Métais — on est sûr d'attraper le chômeur qui change d'adresse, ou l'immigré qui ne comprend rien à cette paperasse rédigée en langage incompréhensible !

Mais ceux qui répondront ne seront pas assurés non plus de toucher les allocations familiales. La circulaire conseille en effet un « examen concerté » (sic) de leur cas par la caisse d'allocations familiales et le service local de l'emploi, en vue de déterminer « l'action adéquate à entreprendre en vue de la famille concernée ».

Quand on s'use, semaine après semaine, à faire les petites annonces et les queues à l'Agence nationale pour l'emploi, cette littérature flicarde, donne des envies de meurtre.

LE TEST DE PARIS-RHÔNE

Derrière les grévistes, toute la classe ouvrière lyonnaise peut imposer ses revendications

Paris-Rhône (3500 salariés), c'est la deuxième entreprise métallurgique de Lyon. Le patronat veut en faire un test. C'est là une étape importante des luttes dans la région lyonnaise.

Le mardi 25 novembre, la lutte à Paris-Rhône tient. De chaque côté de la rue Mermoz, la principale usine, les deux bâtiments se font face. L'un, occupé par une partie de la maîtrise, est surmonté d'immenses haut-parleurs d'où le patron, chaque matin, déverse ses insultes sur le personnel en grève. L'autre est occupé, jour et nuit, par les ouvriers. Pour faire face à une éventuelle attaque des cadres, des barricades sont dressées aux endroits vulnérables. Le souterrain qui relie les deux bâtiments entre eux est obstrué par des chariots pour empêcher tout raid surprise.

À l'entrée principale de l'usine, un piquet de grève contrôle les entrées et les sorties. Ces piquets sont en place chaque matin pour bloquer les portes et empêcher toute évacuation des stocks entreposés dans l'usine. Des non-grévistes essaient parfois de passer. Ce mardi, deux d'entre eux se sont légèrement blessés en sautant un mur. Des ambulances, déjà sur place (appelées par qui ?), évacueront en civière ces deux femmes, afin de pouvoir s'indigner après coup « contre le terrorisme de la gauche ».

Une assemblée générale se réunit chaque matin pour discuter de la conduite du mouvement, dans l'usine occupée. Les travailleurs immigrés, nombreux, viennent y exposer leurs problèmes. Le comité de grève est alors ensuite reconduit. Durant la

journee, diverses commissions se réunissent : popularisation, animation, occupation, etc. Des spectacles ont lieu l'après midi avec projection de films et passage de chanteurs. Bon moyen pour associer le maximum de personnes à la grève. Car en face, l'adversaire est de taille.

petites et grandes manœuvres

Le mercredi 19, le patron réussissait à obtenir un jugement du Tribunal ordonnant l'expulsion des grévistes occupant les usines. Ceux-ci avaient alors connu un certain découragement. Croyant la partie gagnée, le patron avait remis en route le système de ramassage des cars et déclarait péremptoirement : « Les locaux seront évacués de manière simple, par les non-grévistes, sans qu'il soit besoin de faire appel à la force publique. » (le Progrès, 21-11-75). Mais, ce vendredi-là, la grève avait tenu bon. Une tentative des cadres pour réinvestir l'usine de Mermoz à l'aide d'échelles et de chalumeaux échouait sur la vigilance.

Ne désarmant pas, le patron Charrière allait profiter du dimanche pour tenter une manœuvre de division. Des cadres à ses ordres passaient dans les différents foyers de travailleurs immigrés, munis de caisses de Coca-Cola et d'Orangina. Marché en main : vous renoncez à la lutte, à vous les bouteilles ! Ferme ment éconduits, les cadres n'insistèrent pas. Nouvelle tentative de ce patron de choc : il tente de séparer une catégorie de personnel des autres en lui promettant des avantages particuliers. Nouvel échec. Puis, menace de faire appeler la police au cas où... Bel aveu d'impuissance de celui qui croyait pouvoir minoriser la grève et « éviter les scènes pénibles ». Lundi, le patron propose de verser un acompte de 500 F aux travailleurs. Ceux-ci rentrent toucher la somme... et ressortent. Là encore, l'échec est total.

Son dernier avatar : la création d'un « Comité pour la liberté du travail » qu'il impulse et qui demande à la police de faire respecter la liberté du travail. Cette création augure d'un mauvais coup possible. En effet la police, que Charrière refuse soi-disant



photo « rouge »

Piquet de grève devant Paris-Rhône.

Un nouveau comité est né. Il s'agit du « Comité pour la liberté du travail » à Paris-Rhône. Il regroupe 10 personnes, dont 6 femmes. D'après le journal « Le Progrès », il s'agirait d'un comité spontané, opposé à l'occupation ; et pourtant, devinez où ce comité a tenu sa conférence de presse ? Au groupement interprofessionnel lyonnais, c'est à dire dans un local de la Chambre

Patronale. Ce comité semble d'autre part être très bien organisé, puisque trois heures après sa création, il adressait déjà à des ouvriers de Paris-Rhône une lettre contenant une carte-réponse déjà affranchie à renvoyer pour manifester sa solidarité avec le patron. L'adresse indiquée ? la société Paris-Rhône elle-même, tout simplement.

Cela vous étonne ?

d'appeler à la un prétexte rêvé pour intervenir.

une unité indispensable

Les tracts distribués sur l'usine de Mermoz sont signés « C.G.T., Comité de grève, C.F.D.T ». Mais cette unité du personnel rencontre bien des difficultés et toutes ne viennent pas du patron. Dès le lundi 24, un premier communiqué de l'Union syndicale des travailleurs de la métallurgie C.G.T. rappelait que C.G.T. et C.F.D.T. « ont signé un accord confédéral le 26

juin ». Ce dernier, on s'en souvient refuse les comités de grève. L'avertissement était clair : il s'adressait à la C.F.D.T. mais aussi aux deux sections syndicales C.G.T. de Mermoz et Villeurbanne, qui soutenaient et participaient au comité de grève.

Le lundi soir, l'U.S.T.M.-C.G.T. récidivait : « La responsabilité de la lutte incombe aux organisations syndicales. Pour sa part donc, la C.G.T., en tant qu'organisation, ne participera plus aux réunions et aux décisions du comité de grève ». C'était briser l'unité. De plus, aux discussions avec le patronat, le comité de grève n'était

Interview de camarades du Groupe « C'est parti sur un ras-le-bol général »

Y a-t-il une tradition de combativité sur l'entreprise qui pourrait expliquer les formes dures (occupations, piquets de grève) que revêt votre lutte ?

Déjà, en Mai 68, Paris-Rhône a mené une grève très dure de six semaines. Cette occupation est l'une des plus longues qu'ai connue Lyon en 68. En 1973, un conflit dur a opposé les ouvriers au patronat. Dans tous ces conflits des militants révolutionnaires étaient présents. Il y a donc une certaine tradition. De lutte, bien sûr, mais aussi une défiance vis-à-vis des bureaucraties syndicales. Lors des négociations de 1973, dix travailleurs avaient accompagnés les délégués pour s'assurer qu'il n'y aurait pas de compromis véreux.

Que représentent les syndicats ouvriers ?

Tu sais, Paris-Rhône est une sale boîte. Les travailleurs qui y sont n'aspirent souvent qu'à changer d'endroit. Il y a donc un renouvellement important des effectifs. Tout ceci ne favorise pas la syndicalisation. Ajoute à cela un fort pourcentage d'immigrés, de femmes, et tu verras que ce n'est pas facile. Pour te donner une idée, sur Mermoz, il y a 10 % de syndiqués

CGT, dont pas mal de vieux qui prennent leur carte par habitude. On y trouve aussi une cinquantaine de jeunes, très actifs dans la lutte et assez critiques sur le rôle des bureaucrates. Le PC est faible, représenté essentiellement par quelques éléments de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne. Donc c'est un PC un peu particulier, qui a été surpris par l'ampleur du mouvement, parti sur un ras-le-bol généralisé. La CFDT regroupe encore moins de cartes.

Sur Villeurbanne, seule existe la CGT qui fonctionne de façon assez démocratique, des militants révolutionnaires étant partie prenante de l'animation de la section.

Quel est le rôle de la CFDT ?

Elle n'existe donc qu'à Mermoz. Elle s'est créée en 1973, après une grève mal menée par la CGT, et contre cette dernière. Deux mois après sa création, elle obtenait 32 % des voix aux élections professionnelles. Donc, une audience importante, surtout chez les jeunes. Jusqu'à présent, malheureusement, elle a un comportement assez sectaire. Certains éléments présents en son sein développent une conception de type « syndicat rouge » préjudiciable à un réel travail de

RECTIFICATIFS

L'article du dernier numéro de Rouge consacré à la situation sur Paris-Rhône a été dicté par téléphone. Les mauvaises conditions de réception ont entraîné des erreurs lors de la rédaction définitive. Nous publions ci-joint les rectificatifs.

Titre : « Si c'est la grève, crève ». A remplacer par « Qui fait la grève, crève ».

Encart (caractère gras) : « six catégories du manoeuvre au P3 ». A remplacer par « 18 catégories du manoeuvre au P3 ».

Article : « Les outilliers (50)... » par « Les outilliers (60) ». « Un meeting de soutien aux grévistes de Paris-Rhône, organisé par les Unions Locales CGT et CFDT se tient mercredi 19 » à remplacer par « Un meeting de soutien aux grévistes de Paris-Rhône, organisé par les Unions Locales CGT et CFDT, est à l'ordre du jour pour mercredi 19 ».



POINTS CHAUDS

F.P.A. Rouen : 3 grèves de la faim au centre de Madrillet

manque quelques millions anciens mais, en fait, il fait durer le plaisir afin que le maximum de travailleurs se découragent et répondent favorablement aux offres d'emploi bidons que l'on reçoit de l'ANPE.

• Il prétend « envoyer une lettre aux personnes qu'il aura choisies et les embaucher aux conditions qu'il lui plaira. S'ils acceptent, une date leur sera fixée ; s'ils refusent, il trouvera des gens ailleurs, cela ne manque pas en ce moment. Si certains agitateurs professionnels persistaient malgré tout à occuper l'usine, il enverrait une compagnie de CRS, et ce serait vite fini. » Fin de citation !

Inutile de dire que la discussion a été vive entre la délégation ouvrière et le patron par la suite. Nous lui avons précisé que l'évacuation de l'usine ne se ferait qu'après :

- une date précise de reprise ;
 - des garanties pour ceux qui ne seraient pas repris dès le début ;
 - le maintien des avantages acquis ;
 - des garanties sur le non-démantèlement ;
 - la réembauche prioritaire pour ceux qui occupent l'usine.
- D'autre part, les travailleurs de Caron-Ozanne ont pris l'initiative d'organiser un meeting sur l'emploi avec la participation de travailleurs de chez Lip, dont Piaget, le 5 décembre.

Salutations communistes. P.S. : Le téléphone avait été coupé. Il a été remis. On peut appeler au 86.34.97 à Caen.

Anancy ITT - METRIX en grève illimitée

Le 5 novembre lors de la journée nationale d'action de la métallurgie, 180 travailleurs sur 650 élaborent un cahier de revendications en AG qui comprend : une augmentation uniforme de 100 F, une prime de vacance de 150 F, la 5ème semaine de congés et la promotion des OS dans la grille unique nationale.

La direction refuse en bloc, et n'accorde que le 4^e point (qui aurait été acquis de toute façon) et 1% au choix au premier décembre. Le 18 novembre, les sections CGT et CFDT appellent à la grève qui est votée par le tiers des salariés (231) pour une durée illimitée.

Aujourd'hui, le comité de grève composé de militants CGT et CFDT, de syndiqués et de non syndiqués mène la bataille sur trois axes :

- reprise des négociations
- information des travailleurs restés à leur poste et appel à rejoindre le combat mené par les grévistes
- développement de la solidarité financière sur Anancy et sur les entreprises de la région, et popularisation dans

Le 24 novembre Correspondant P.S.

Cette grève fait suite à plusieurs autres luttes dans la région : à Salomon Chatenoud (victoire), à Rebol-Sofra (5 semaines avec occupation), à Graphocol, à la SICN (Société Industrielle de Combustible nucléaire) et à la S.P.E.A., imprimerie dont les locaux sont occupés depuis le mois de juillet.

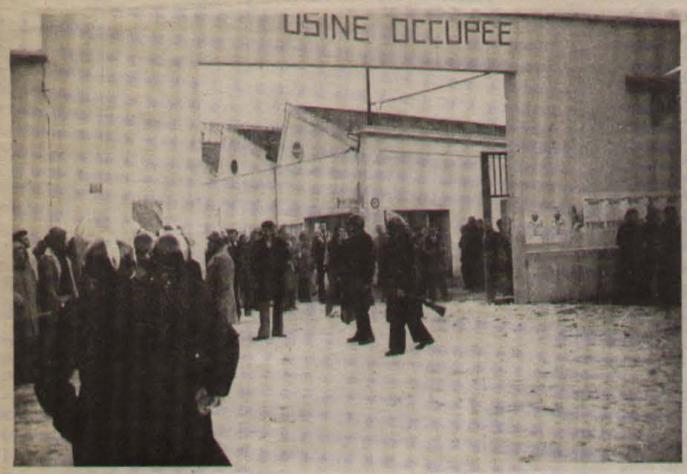


photo « rouge »

Le mercredi 26 novembre la maîtrise (au fond) expulse les grévistes.

pas admis. La C.F.D.T. laissait faire, refusant une bataille éducative pour imposer le comité de grève à la table des négociations.

la lutte peut payer

Cette grève arrive à un tournant. En face d'eux, les travailleurs ont un patron bien décidé à avoir la peau des grévistes. Derrière cette haïne et cet acharnement patronaux, il y a tout le patronat lyonnais, conscient des implications qu'aurait une victoire des ouvriers. Il est possible d'obtenir satisfaction sur les 250 F pour tous, tout de suite. Pour cela, il faut renforcer la lutte, l'élargir. Et surtout garder ces armes que sont les piquets massifs autour de l'usine, l'occupation des locaux qui coûte cher au patron et la démocratie dans la lutte, dont les comités de grève élus et révocables, regroupant l'ensemble du personnel en lutte, sont un des outils.

le 25-11-75

opération coup de poing

« Les flies sont là... Nous sommes le mercredi 26 novembre. Il est six heures du matin. Tout autour de l'usine, des forces de police, casquées et prêtes à intervenir. Comme chaque jour, les travailleurs arrivent. C'est alors que la maîtrise, aidée de non-grévistes, sort de son repaire. Le commando, dirigé par le commissaire-principal adjoint de Lyon, passe derrière les locaux aux mains des grévistes et escalade la barricade sous l'œil bienveillant des forces de l'ordre. Après une courte résistance, les grévistes doivent évacuer les lieux. Quelques uns sont blessés. L'un d'eux est remis par la maîtrise aux mains des agents. Une belle réparation du travail !

Aussitôt la riposte s'organise. Dès la nouvelle connue, des délégations des entreprises lyonnaises viennent apporter leur solidarité (Vidéocolor, Chèques postaux, Brandt, ANPE). Les travailleurs sont présents autour de l'entreprise. Une partie des participants à la manifestation des métallos, prévue depuis plusieurs jours, vient les rejoindre à la suite d'un appel d'un membre du comité de grève.

Toute la journée, la mobilisation reste intense. En fin d'après-midi, un rassemblement organisé à l'initiative du comité de grève voit des délégations d'étudiants, de lycéens, de comités de soutien venir affirmer leur volonté de soutenir les grévistes.

le 26 novembre

pe Taupe Paris-Rhône :

alisé »

masse. Dans la lutte en cours, elle soutient le comité de grève.

Justement, parle-nous de ce comité de grève ?

La première chose à noter, c'est qu'il ne vient pas du ciel. L'idée de le lancer nous trottait dans la tête. Des militants révolutionnaires de l'entreprise (LCR, LO et représentants des immigrés) ont pu le proposer et le défendre en assemblée Générale. Il a été facilement adopté. Mais sur Mermoz, il n'a pas été réellement élu.

Et sur l'autre usine ?

Dans l'usine de Villeurbanne, le comité de grève est élu en AG, après discussion des candidatures. La section CGT qui anime le mouvement y a d'ailleurs de nombreux représentants. C'est là parfaitement normal. Mais sur Mermoz, le comité de grève, ratifié en AG, fonctionne plus sur la base du volontariat. Il regroupe une trentaine de personnes, syndiqués CGT, CFDT et non-syndiqués étant représentés de façon à peu près égale. Il n'est pas directement l'émanation des ateliers. Il s'agit néanmoins d'un acquis important. Mais il a actuellement des limites qu'il ne faut pas se cacher.

Qu'en est-il du Comité Central de grève ?

C'est une instance qui réunit 9 travailleurs. On y trouve six représentants de Mermoz (3 CGT, 1 non-syndiqué, 2 CFDT) et 3 de l'usine de la Ferrandière, située à Villeurbanne. En fait, elle se réunit peu. Il s'agit plutôt d'une coordination.

Il faut dire que, pris par les tâches d'animation de la grève, nous n'y consacrons pas assez de temps.

Quelle est la position actuelle de la direction CGT ?

Les sections locales de la CGT se sont battues jusqu'à présent pour rester dans les comités de grève. Un tract CGT, distribué sur Mermoz, s'est même félicité de sa création. Il est aujourd'hui introuvable au siège de la CGT ! Mais la direction CGT sur Lyon (l'USTM) vient de désavouer le comité de grève. Il y a, pour les sections de la CGT qui ont plusieurs fois refusé de le quitter, des explications à demander à l'USTM.

Un autre problème, c'est que la lutte n'a pas débordé le cadre de Paris-Rhône. La popularisation commence. Un comité de soutien existe mais il faut insister sur cet aspect.

Une lettre de Caron-Ozanne

En lutte depuis le mois de juin, dans leur imprimerie qu'ils ont occupée et remise en marche, les grévistes de Caron tiennent toujours bon. Un copain de l'usine a envoyé un petit mot à Rouge pour faire le point :

Camarades, Quelles informations sur ce qui se passe :

• Ozanne (le nouveau PDG) a trouvé le tric pour redémarrer l'imprimerie ! Il prétend qu'il lui

ILS N'ACCEPTENT PAS

Renault (Billancourt)

INTERVIEW D'UN TRAVAILLEUR QUI REFUSE D'ETRE LICENCIE

« On a fait la proposition que je rentre dans l'usine, que les gars assurent ma protection, qu'ils me fournissent du travail et qu'on voie pour le problème de la paye »

Depuis un mois, Le Guyader, officiellement licencié par la direction de la Régie, revient chaque jour dans l'usine, pour travailler dans son atelier aux côtés de ses camarades. Rouge l'a interviewé, mercredi dernier. Il venait de faire sa journée...

La direction de Renault t'a licencié. Peux-tu expliquer pourquoi ?

Les motifs officiels, c'est : abandon de poste, insolence envers la maîtrise, et insuffisance de travail (on me reprochait d'en faire moins que la moyenne). En fait il s'agit d'une répression syndicale et politique caractérisée. Mes trois derniers avertissements, je les ai eus l'un après les législatives, l'autre après une grève, et le dernier à la suite d'un mouvement chez les jeunes du 54. Je suis militant CGT et militant posadiste : deux raisons de me licencier.

Ce dernier mouvement au 54, comment s'est-il passé ?

C'est parti le jour de la paye. Il faut voir que chez les jeunes il y a beaucoup de ras-le-bol : beaucoup suivent des cours, et ils se font traiter comme des chiens par des gars qui n'ont même pas leurs diplômes. Il y a une sensibilité plus grande de la part des jeunes vis à vis du manque de respect de la maîtrise. En plus, il y a les discriminations sur les salaires. Les gars se disent : on fait le même travail. S'il faut attendre 50 ans pour faire quelque chose, ça ne marche pas. Ça provoque un sentiment de révolte, une sensibilisation. C'est de là qu'est parti le mouvement. Il y a eu des réunions d'abord entre les jeunes, puis des assemblées d'ateliers. Au bout d'un temps, le mouvement s'est un peu effrité. C'est à ce moment là que la direction a cherché à m'isoler et qu'elle a frappé.

Comment as-tu appris ton licenciement ?

Il y a d'abord eu une consultation avec la maîtrise. C'est la procédure légale, je crois. On m'a lu un rapport avec les reproches qu'ils me faisaient, sans que j'aie la possibilité d'intervenir. Et puis ils m'ont dit de rentrer chez moi, et que j'aurais leur réponse dans les 48 heures.

Tu es donc resté deux jours chez toi ?

Oui, le 28 et le 29. Mais le 30, comme je n'avais rien reçu, je me suis repointé à l'atelier. Là, avec des délégués, on est allé voir la direction, qui m'a annoncé que j'étais vidé et que j'allais recevoir ma lettre. On a alors discuté

avec les responsables du syndicat de ce qu'on pouvait faire. Il y avait un exemple vachement bon qui s'était passé avec un gars du R. M. O. : un gars qui avait été muté arbitrairement par la direction. Il est revenu quand même pendant 15 jours à son poste. Les gars de son atelier lui ont donné du boulot (il était rectifieur) et ils ont empêché la maîtrise d'intervenir. Ça a duré 15 jours. En fin de compte il y a eu un compromis avec, je crois, un certain nombre de garanties. Bref, la forme de lutte était vachement intéressante et on a décidé de s'appuyer là dessus.

Et vous en avez discuté au 54 ?

On a fait une assemblée de travailleurs : 90% de participation ! Et on a fait la proposition que je rentre dans l'usine, que les gars assurent ma protection, qu'ils me fournissent du travail, et qu'on voie pour le problème de la paye. Et la proposition a été adoptée.

Comment ça s'est passé concrètement ?

Dans les premiers jours, la maîtrise et les huissiers essayaient de faire pression. A chaque fois les gars rappliquaient systématiquement pour m'appuyer.

Et comment as-tu fait pour continuer à bosser ?

Mon boulot, c'était d'ajuster une pièce. Je devais gratter les glissières. J'ai continué un petit boulot, tranquille. Ça a duré deux jours. Mais le lundi, quand je suis revenu, ils avaient piqué ma caisse à outils, forcé mon placard et l'avaient vidé : ils avaient aussi piqué la pièce (elle pèse près de 50 kilos !). Bref, ils avaient tout embarqué. Alors les gars m'ont donné du travail à eux. A ce moment là, les huissiers ont multiplié les pressions individuelles. On a fait alors une assemblée et on a décidé de répondre collectivement.

Billancourt, Laudis et Gyr : deux luttes différentes mais une même volonté d'imposer dans les faits le droit de veto des travailleurs sur les licenciements.

A Renault, Le Guyader, militant syndical et politique est licencié. Derrière les prétextes invoqués, ce que vise la direction, ce sont ses idées et son action. Ensemble, les travailleurs de son département décident de dire : Non ! Ils s'organisent pour faire de leur refus un fait accompli : Le Guyader reviendra à son poste travailler, avec l'appui de ses camarades.

Cette lutte tranche sur ce qu'on avait connu jusqu'ici à Renault : à la différence d'actions semblables menées par des militants maoïstes au lendemain de 68, elle bénéficie du soutien officiel des syndicats ; à la différence de l'occupation récente du château d'eau de l'île Seguin, à l'initiative du PCF, par des travailleurs licenciés à la suite des grèves du printemps, c'est une bataille prolongée, un défi permanent à « l'ordre » patronal qui dure maintenant depuis près d'un mois. C'est le même défi qu'ont lancé les travailleurs de Laudis et Gyr : la direction voulait licencier 350 d'entre eux. L'inspecteur du travail, magnanime, se serait contenté d'en vider 106. Ils ont dit : nous n'en voulons pas un seul. Et ils ont décidé que tous ensemble — les licenciés comme les autres — ils reviendraient à l'usine et se partageraient le travail.

Par ce geste, c'est toute la logique de la « rentabilisation » anti-ouvrière, c'est la loi du profit qu'ils refusent.

A Besançon aussi (c'est là, un des aspects les plus attachants et les moins connus de cette lutte exemplaire), les Lips ont mis en avant le partage du temps de travail entre toutes les mains ouvrières : quand l'usine a recommencé à tourner à l'automne 74 avec seulement une partie du personnel, les travailleurs qui avaient été repris ont affiché dans l'usine, à côté d'eux, les photos des camarades qui restaient dehors. Sur la machine des absents, ils ont placé un écriteau : « C'est la machine de Jean » ; « C'est celle de Martine ». A côté ils ont mis une boîte : « Du travail pour lui ». Et, jour après jour, l'atelier s'est réuni répartissant le travail à mettre dans la boîte en attendant qu'ils soient réembauchés...

Ils ont gagné. Et leur victoire ce n'est pas seulement d'être tous aujourd'hui dans leur usine, c'est aussi de voir d'autres travailleurs marcher sur leurs traces.

F. L.

à chaque fois. Depuis je continue à faire quelques travaux. Ça n'est pas sans poser quelques problèmes. On est en train d'en discuter en ce moment.

Et pour la paye, comment faites vous ?

Il y a eu une collecte au 54. Elle a recueilli 210 000AF en deux jours.

Et pour la sécurité sociale ?

Légalement, il y a un délai d'un mois pendant lequel la Sécurité couvre quand tu es vidé. Mais le délai sera dépassé dans quelques jours. Il va donc falloir souscrire une assurance individuelle, qui coûte 96 000AF par trimestre.

Cette forme de lutte, c'est un peu l'héritage de LIP ?

Oui, ça remet des tas de choses en cause : à commencer par l'autorité du patron. Ça prouve que les travailleurs assimilent les leçons de LIP, et que ça se généralise. Le fait, qu'à Renault-Billancourt la direction ne puisse pas faire une épreuve de force là-dessus, ça montre un climat dans l'usine. Le mouvement est parti de la base, et dans les faits il bouscule beaucoup de choses : il remet en cause de vieux comportements, de vieilles structures.

Ça a changé beaucoup de choses au 54 ?

Oui, on a vu des gars qui ne sont pas syndiqués, qui n'ont pas du tout l'habitude de parler, intervenir dans d'autres départements, expliquer l'affaire, etc... Ça a développé l'action collective et

supprimé pas mal le sectarisme.

Et quelle est la position des syndicats là dessus ?

FO a sorti un tract dégueulasse appelant ouvertement à la répression. La CGT et la CFDT soutiennent la lutte.

Et maintenant, qu'est-ce qui peut être fait dans d'autres départements à ton avis ?

On est allé faire des explications dans les ateliers avec un haut-parleur et distribuer des tracts. La direction avait présenté le dossier de façon dégueulasse et on voulait rétablir la vérité. Chez les professionnels l'accueil a été très positif. Il y a même eu beaucoup d'OS qui nous ont dit, à propos de la collecte : pourquoi n'êtes vous pas venu chez nous ?

Ça montre le changement de climat qui existe dans l'usine. Il y a les leçons de LIP, mais aussi le Portugal : la capacité des travailleurs à apporter leurs solutions aux problèmes que le capitalisme est incapable de résoudre, la capacité et la volonté d'aller au socialisme.

IL FAUT EN FINIR

« Aujourd'hui, il faut en finir avec le « droit divin » de la direction de considérer les travailleurs comme des pions que l'on jette à la rue sitôt qu'ils sont usés par les conditions de travail inhumaines, imposées au seul nom du profit.

Aujourd'hui, il faut en finir avec le droit dictatorial qui fait que quelques uns décident de tout, pour tous, sans même consulter les travailleurs sur les questions qui les concernent.

Aujourd'hui, il faut en finir avec les licenciements dans l'usine pratiqués par la direction, alors que 1 500 000 travailleurs dans ce pays sont au chômage ». Extrait d'un tract rédigé par les travailleurs du 54.





60 H + 0 H = 30 H + 30 H
Echelle mobile des heures de travail!

Laudis et Gyr (Montluçon)

PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

« On décide que les camarades licenciés reviendraient à l'usine comme d'habitude, encadrés par leurs camarades de travail »

Depuis quatorze mois que la boîte est en lutte, beaucoup de choses ont changé. Il y a un an, on disait : Laudis ne bougera pas ; aujourd'hui, tous les travailleurs de la région de Montluçon, particulièrement touchée par le chômage (7 % de la population active) ont les yeux tournés vers Laudis. Il faut dire que les travailleurs de Laudis ont montré plus d'une fois leur détermination, utilisant des méthodes d'action jusqu'ici peu en vigueur localement dans un mouvement ouvrier dominé par le PCF : occupation de la mairie, de la sous-préfecture, « séquestration » une demi-journée du patron...

Après un premier recul au printemps, l'Inspection du travail a accepté le 18 novembre 106 licenciements sur les 350 demandés par le patronat. La riposte est immédiate : « Pas 350, pas 106, pas un licenciement ! » et les travailleurs entament une grève sur le tas suivie massivement.

licencions les patrons

Les licenciements deviennent effectifs le lundi 24 novembre. On décide que les camarades licenciés reviendraient à l'usine comme d'habitude, encadrés par leurs camarades de travail. Cette idée avait été avancée plusieurs fois par la feuille du Groupe Taupe, le « Drapeau Rouge ».

Le vendredi, manifestation en ville. 1500 travailleurs de Laudis y participent. Et on ne reste pas sur le parvis de la mairie, on entre massivement dedans ! Brun, le député-maire réactionnaire, gardera un bien mauvais souvenir de ses deux heures de confrontation avec les grévistes...

Le lundi, c'est la grande manifestation de tous les travailleurs de la ville, en solidarité avec Laudis. Combatif, fort de 3500 personnes, le cortège scande « non aux licenciements », « Brun démission » et un certain « les patrons licencient, licencions les patrons » guère apprécié par la fraction du P.C. qui, à la sono, essaie vainement de le couvrir par

un bien étrange « liberté du travail »...

un tournant décisif

Pour l'instant, rien n'est joué, la victoire n'est pas acquise et la direction va jouer l'essoufflement de la grève en faisant traîner les négociations. L'avenir de notre lutte dépend de quelques questions cruciales :

— Nous faisons une grève sur le tas mais nous n'occupons pas. A 7 heures, nous prenons le travail comme d'habitude et nous nous mettons en grève. Mais un beau matin, nous risquons de trouver les flics dans l'usine. Le problème de l'occupation jour et nuit et de l'autodéfense ouvrière est posé : si nous perdons l'usine, toutes les manœuvres patronales sont possibles !

— La solidarité des autres travailleurs de Montluçon peut s'exprimer plus concrètement par le dépôt systématique dans chaque boîte d'un préavis de grève en cas d'intervention des flics.

— La démocratie ouvrière dans la lutte est nécessaire pour continuer. Nous ne pouvons nous contenter de jouer à la belote : par commissions, chacun peut être associé à la direction de l'action et, au-delà, c'est le problème du comité de grève, élu et révocable par les travailleurs qui est posé. On se souvient trop de l'occupation précédente où la direction de la CGT avait unilatéralement réouvert les portes...

— Laudis est un groupe international, l'action peut et doit donc s'étendre à cette échelle. Au printemps dernier, 100 travailleurs de ZUG en Suisse (siège de la maison mère) avaient signé une pétition de solidarité. Un tract sur la lutte de Montluçon vient d'y être diffusé. Et en Espagne, à Séville, un millier de travailleurs de Laudis ont manifesté contre les licenciements qui les touchent aussi.

le 25 novembre
Correspondant

POINTS CHAUDS



CLARK
(Strasbourg) :
Usine occupée

BECHIR ARFAOUI
ne doit pas être
expulsé

A l'appel des sections syndicales CGT et CFDT, les travailleurs occupent l'usine pour :

- 40 H payées 43
- Pas de licenciement
- Non à la liquidation

Face à la menace d'intervention des flics, les travailleurs se sont organisés. Un piquet de grève est en place et un système d'alerte doit permettre de prévenir les autres boîtes de la métallurgie strasbourgeoise.

La lutte des travailleurs de Clark est la première bataille importante dans la région sur le problème du chômage partiel qui touche plusieurs entreprises.

EX-ORTF : Non aux salaires personnalisés

Les nouvelles sociétés indépendantes TF1, A2, FR3, SPF négocient actuellement le renouvellement des conventions collectives, leur but : remise en question des avantages acquis. Nouvelle mesure : le « passage au choix », c'est-à-dire que l'avancement s'effectue à la tête du client. Les travailleurs doivent refuser cette personnalisation qui vise à diviser le personnel. Les chaînes ont prouvé leur volonté de lutte durant les trois journées de grève active. Il faut comme à TF1, que les délégués syndicaux soient mandatés de façon précise pour discuter de l'ensemble des revendications à avancer. Nos luttes doivent se coordonner. C'est la condition nécessaire pour vaincre.

Groupe Télé 7 rouge.

LORRAINE : Les chômeurs du bassin houiller s'organisent.

Behrem-les-Forbach, une cité dortoir appartenant aux Houillères, une cité où le nombre de chômeurs ne cesse de croître, ils sont aujourd'hui environ 400.

Vendredi 21, une association culturelle ainsi que des chômeurs organisèrent un meeting-débat sur le chômage (60 participants dont la moitié de chômeurs).

Au cours de cette réunion, les organisations du mouvement ouvrier local (CGT, CFDT, PCF, LCR, PS, PSU) purent intervenir à tour de rôle pendant 5 minutes pour exposer leur proposition. Ce meeting où les chômeurs prirent la parole et exposèrent leurs conditions de vie, fut très riche et animé. A la fin de la réunion, la volonté des chômeurs à s'organiser se concrétisa par la mise sur pied d'un comité de chômeurs.

Déjà des actions sont envisagées.

à suivre. Correspondant
Bassin Houiller.

Bechir, travailleur tunisien, est en France depuis 71. Il travaille, il a un logement, tous ses papiers sont en règle et pourtant il risque le 5 décembre d'avoir un avis d'expulsion. Pourquoi, parce que Bechir a fait la grève de la faim à Mémilmontant en 73, il a participé à toutes les mobilisations des travailleurs immigrés. Militant du FTA militant de la CFDT 18è, il a été condamné en Août 75, à 2 mois de prison fermes et 2 avec sursis pour « outrages à agents et rébellion ». En réalité, il n'avait fait que protester contre la pratique raciste des policiers contre des immigrés, pratiques courantes à Belleville, Barbès et dans les autres quartiers immigrés où aujourd'hui, interpellations et rafles se multiplient.

En expulsant Bechir, comme il a expulsé dernièrement encore le militant portugais du SUV venu faire des meetings d'information en France, le pouvoir veut baillonner l'expression de l'ensemble des travailleurs immigrés.

Mais expulser Bechir c'est aussi le livrer pieds et poings liés à une dictature qui déjà dans le passé a emprisonné de nombreux militants rentrant chez eux en vacances, mais dénoncés comme étant « de gauche » par les flics français !

L'expulsion de Bechir est un exemple concret de la politique gouvernementale... aujourd'hui, l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier doivent le sauver.

Dès que cette mesure d'expulsion était connue, un comité s'est mis en place centralement. Des comités sur le 18è, 12è, 19è, 20è sont en construction, démarrant une campagne unitaire. Des pétitions circulent exigeant :

L'arrêt de la procédure d'expulsion

L'égalité totale des droits entre travailleurs français et immigrés.

L'arrêt des contrôles policiers dans les quartiers immigrés.

La liberté d'expression et d'organisation pour les travailleurs immigrés.

Au niveau central, le 6 ou le 7 décembre, un meeting aura lieu, organisé par le comité et les organisations immigrées soutenues par les organisations politiques françaises.

Permanences du comité : lundi et jeudi de 18 H 30 à 20 H, Samedi de 14 H à 17 H, au 37 bis rue des Maronites Paris 20è.

le soutien syndical VERS LES ASSISES.

● Avec la création d'une nouvelle section syndicale au 403^e R.A. de Chaumont, les débats et prises de position se multiplient dans le mouvement syndical, notamment dans la C.F.D.T. A défaut de pouvoir faire état de toutes, nous publions les plus significatives d'entre elles.

La Commission exécutive de la section nationale C.N.R.S. du S.G.E.N.-C.F.D.T. est en accord avec les positions de la section académique de Dijon du S.G.E.N.-C.F.D.T. concernant nos rapports avec l'armée.

- Nous devons
- soutenir la lutte des soldats contre la répression, pour la liberté d'expression et d'organisation ;
 - maintenir des contacts avec les organisations de soldats là où elles existent ;
 - dénoncer les fonctions de classe de l'armée (lutte contre l'« ennemi intérieur », embrigadement des jeunes, atteinte au droit de grève, colonialisme) ;
 - suivre les travailleurs de la Recherche scientifique qui partent à l'armée (maintien des liens, etc.) ;
 - engager une réflexion collective sur les problèmes du service national, le rôle et les modalités de la syndicalisation dans l'armée.

Notre commission exécutive s'étonne et regrette la prise de position du Bureau confédéral qui désavoue l'action de l'Union locale de Besançon C.F.D.T., relative à l'apparition d'un syndicat de soldats. Elle assure son soutien à l'Union locale de Besançon.

Le Conseil syndical du Syndicat des cheminots C.F.D.T. de Paris Sud-est réuni le mardi 19 novembre 1975 se prononce pour un syndicat de soldats.

Il considère en effet que, sous l'uniforme, le soldat doit rester un travailleur. Il estime également que les appelés n'ont pas à devenir des citoyens de seconde catégorie qui n'auraient que le droit de se taire et d'obéir.

Il dénonce l'armée de guerre civile (ennemi intérieur), briseuse de grève (R.A.T.P., éboueurs, P.T.T., contrôleurs du ciel, etc.).

Il dénonce également les brigades de toute sorte et réclame la dissolution des Tribunaux militaires.

Il se prononce fermement pour les droits des appelés à se constituer en associations, comités, et plus précisément en un syndicat lié aux organisations ouvrières, car la lutte des soldats doit s'inscrire elle aussi dans le contexte d'un syndicalisme de classe et de masse.

C'est pourquoi nous apportons notre soutien

C'est pourquoi nous apportons un salut fraternel et un soutien total aux appelés, organisés en comités de soldats, aux

Une épreuve de force est en train de s'engager : tandis que la Sécurité militaire prend ses dispositions pour empêcher coûte que coûte la tenue des Assises des comités, le mouvement des soldats, soutenu par des fractions de plus en plus larges du mouvement ouvrier, continue à aller de l'avant : à Chaumont, au 403^e R.A., une nouvelle section syndicale s'est créée, soutenue par l'U.I.S.-C.F.D.T., d'autres comités s'approprient à prendre des initiatives dans le cadre de la préparation des Assises.

La hiérarchie militaire a bien senti la force de ce courant qui traverse les comités de soldats : elle s'efforce de l'enrayer à tout prix, en cognant. A la base aérienne de Cazaux, dans la Gironde, dix soldats soupçonnés d'appartenir à un comité ont été arrêtés, mis au secret. Dans d'autres unités de la région, la Sécurité militaire a commencé à interroger, muter, emprisonner. Mais, signe des temps, cette répression s'est aussitôt heurtée à une mobilisation très déterminée du mouvement syndical : les unions locales C.G.T. et C.F.D.T., en liaison avec les comités de la région, ont immédiatement pris position pour la libération des soldats emprisonnés. Elles ont adressé une lettre ouverte au général de la 3^e région aérienne et au Préfet de la Gironde, sont intervenues dans la presse locale et sont prêtes à s'engager plus avant dans le soutien aux appelés. Cette mobilisation s'inscrit dans la continuité d'un engagement déjà ancien du mouvement syndical local au côté des soldats : nous les journaux de comités de la région sont parrainés par les unions locales.

Le déploiement de cette solidarité active et « tous azimuts » est la condition indispensable pour que l'épreuve de force qui se dessine tourne à la déroute pour la hiérarchie militaire. A Besançon, face à une mollesse réelle du mouvement syndical de la ville, des comités de soutien aux soldats du 19^e R.G. se sont développés dans les facs et les lycées. Ils s'attachent à travailler en coordination avec le mouvement ouvrier et à impulser des initiatives centrales de soutien dans la ville.

camarades du 19^e régiment du Génie de Besançon organisés en section syndicale (avec l'appui de l'Union locale C.F.D.T. dont nous sommes solidaires) et enfin à tous ceux qui demain suivront cet exemple.

La section C.F.D.T. de Hewlett-Packart à Eygens, près de Grenoble, a également pris position pour un syndicat de soldats lié aux organisations ouvrières

Le conseil syndical national du S.N.C.S.-F.E.N. (chercheurs scientifiques) a adopté la motion suivante le 22/11/75

1) Le Conseil national du S.N.C.S.-F.E.N. dénonce la répression menée par le gouvernement, Bigeard et sa hiérarchie militaire contre les soldats en lutte, dans de nombreuses villes, notamment Besançon, Cazaux, Dijon, Reims, Merignac, Wittlich, Trèves, Landau dernièrement.

Il exige la libération des soldats emprisonnés.

2) Il réaffirme sa solidarité aux soldats en lutte pour leurs droits, en particulier celui de s'organiser de manière indépendante.

3) Il affirme sa solidarité avec les six militants C.G.T. et C.F.D.T. de Soissons, inculpés pour avoir soutenu les soldats en lutte.

4) Il appelle les sections et le B.N. à être prêts à apporter leur solidarité et leur aide aux soldats en lutte au côté des travailleurs pour leurs droits légitimes

5) Il rappelle que les adhérents du S.N.C.S. effectuant leur service national conservent leurs qualités et droits d'adhérents du syndicat

6) Il estime que le caractère croissant que prend le mouvement de contestation dans les casernes et que la volonté souvent exprimée des soldats de lier leur lutte à celle des travailleurs, rend nécessaire l'ouverture dans le S.N.C.S. d'une discussion sur les problèmes de l'armée, de l'organisation des soldats, de la question du mouvement syndical dans l'armée.

La section CFDT-PTT de Paris 9 réunie le 18 novembre 1975 en Assemblée Générale apporte son soutien total au Comité de Soldats du 19^e Régiment de Besançon qui s'est formé en section syndicale avec le soutien de l'U.L. CFDT

Elle considère que cette initiative fait franchir une nouvelle étape au mouvement des soldats pour l'obtention des droits démocratiques et syndicaux à l'armée.

Elle contribuera de toute ses forces à développer le soutien civil les liens entre les soldats et le mouvement ouvrier dans la perspective d'un syndicat de soldats unitaire, indépendant de la hiérarchie et lié au mouvement ouvrier.

Elle salue l'initiative des soldats de Chaumont qui permet de préciser cette perspective.

Motion adoptée à l'unanimité de la section

ECHEC AU COLON !

● Le 5 août 75, le colonel Marinelli, commandant d'armes de la place de Landau (R.F.A.), écrit au procureur général allemand de la même ville pour lui demander de sévir contre les antimilitaristes allemands qui distribuent la feuille du comité de soldats de la garnison. Il s'insurge contre le fait que cette feuille, « les bœufs voient rouge », traite les officiers de crevures, lâches, sadiques, irresponsables, pervers, il y voit une incitation à la lutte contre l'armée. Solennellement donc, il porte plainte contre les civils allemands qui distribuent « les bœufs... »

Eh bien, que croyez-vous que fit la justice allemande ? Elle envoya paître le colon, considérant que le journal des soldats n'incitait pas à la destruction de l'armée mais réclamait une amélioration de leur condition. Et toc ! Il faut dire qu'à Landau, les officiers français qui se sont singularisés en attaquant à plusieurs reprises les diffuseurs allemands, n'ont pas la cote...



Norma

LE « COURAGEUX » JULLIAN

■ Les travailleurs de la télé ont été plutôt surpris de voir dans « Rouge » du 14 novembre leur patron qualifié de « courageux » et ce, d'autant plus que, le jour même, ils étaient en grève pour la défense des droits syndicaux, les salaires et les conditions de travail.

Jullian s'est certes engagé à réorganiser le

débat télévisé prévu le 11 novembre avec les mêmes participants. Mais une telle position peut-elle être qualifiée de « courageuse » ? Nous ne le pensons pas ! Ce soir-là, Jullian a cédé devant des nazillons et ce n'est pas la première fois qu'il cède devant des pressions réactionnaires. Par contre, nous ne l'avons jamais vu céder devant des pressions d'organisations ouvrières. Souvenons-

nous des passages à l'antenne des criminels de guerre nazis, et cela malgré les vives protestations de travailleurs et de syndicats. Et le débat en duplex sur l'Espagne avec des dirigeants fascistes espagnols ! Souvenons-nous aussi de l'affaire Sartre ! Dernièrement encore, Jullian n'a-t-il pas cédé devant d'Ormesson, directeur du Figaro, qui demandait la censure d'une chanson de Ferrat ? Et s'il fallait encore s'en convaincre, regardons chaque jour le journal télévisé !

Est-il courageux, ce même patron qui a été nommé par le gouvernement pour remettre au pas les personnels de la deuxième chaîne à la suite d'une longue grève, de nombreux licenciements et de l'occupation des locaux par les flics ?

Aujourd'hui, pris entre deux feux, Jullian risque effectivement de payer l'incapacité du

gouvernement à assumer ses positions de pseudo-libéralisme. De cela évidemment, il va faire les frais et il est condamné à subir le sort de ses prédécesseurs, mais nous n'avons pas à défendre une telle victime des contradictions du pouvoir ! Nous n'avons pas à nous méprendre sur les intentions du PDG d'Antenne 2. En jouant à renvoyer la balle à Bouges, il fait diversion, il essaie de sauver sa carrière. Mais sera-t-il « courageux » au point de la risquer en organisant de nouveau le débat avec les mêmes participants ? L'histoire tranchera. Pour notre part, nous ne le pensons pas !

Cellule L.C.R. de la radio-télévision et Groupe taupé « Télé 7 Rouge »

QUELLE BATAILLE POUR UN SYNDICAT DE CLASSE DES SOLDATS ?

Nous engageons, par la publication simultanée dans Rouge et Révolution ! de cet article du camarade Yvetot de la L.C.R., un débat sur les perspectives du mouvement des soldats. La semaine prochaine, Rouge et Révolution ! publierons le point de vue de l'O.C.R.

■ C'est au mouvement des comités de soldats, en particulier lors de ses prochaines Assises nationales, qu'il appartiendra de répondre à cette question. Mais, parallèlement, il est utile que les organisations politiques soutenant le mouvement des soldats en débattent publiquement, particulièrement après l'initiative de Besançon.

Révolution !, pour sa part, semble estimer dangereux d'engager dès à présent la bataille pour un syndicat de classe des soldats. Elle craint que ce combat ne débouche sur l'intégration du mouvement des soldats par un syndicalisme de collaboration avec la hiérarchie. Elle propose donc de structurer dans un premier temps un mouvement national des comités de soldats qui permettrait, dans un deuxième temps, « d'envisager dans les meilleures conditions qui soient la lutte en vue de la création d'un syndicat de classe des soldats ».

Qu'est-ce qui définit un syndicat de soldats comme un « syndicat de classe » ?

Ce n'est pas seulement, comme le disent les camarades du P.S.U., le simple fait que « les soldats veulent être considérés comme des travailleurs sous l'uniforme ». Un syndicat de soldats sera un syndicat de classe s'il insère sa lutte quotidienne pour les revendications immédiates dans la perspective de la lutte de classe pour le socialisme. Cet engagement implique l'indépendance de tout « syndicat de classe » avec l'Etat bourgeois et, en l'occurrence, pour l'armée avec la hiérarchie militaire.

Y a-t-il un risque important d'intégration, comme le pense Révolution ! ?

Le problème est le suivant : y a-t-il, dans les conditions actuelles de la lutte des classes en France une réelle possibilité pour qu'existe dans les casernes un syndicat corporatiste ayant une réelle base de masse ? Que quelques officiers modernistes en rêvent, que certains réformistes y pensent, sans doute. Mais la polarisation entre les classes est telle depuis 68 qu'il est difficilement concevable qu'un tel syndicat corporatiste puisse avoir une réelle base de masse. Imaginons un peu ce que ferait un tel syndicat confronté à l'utilisation de l'armée contre des grévistes : ou bien il se placerait du côté de la hiérarchie militaire, mais alors se

réduirait aussitôt à un groupuscule fascisant naviguant dans les eaux du « sergent » Dupuy ; ou bien il serait contraint de se placer plus ou moins ouvertement au côté des travailleurs sous la pression des jeunes soldats ayant participé avant leur service, aux différentes luttes sociales. C'est cette éventualité qui est de loin la plus probable. La bourgeoisie, elle, ne s'y trompe pas : elle n'est pas candidate à l'intégration du mouvement des soldats, elle est candidate à la répression !

Alors pourquoi la bataille pour un syndicat de classe des soldats si la bourgeoisie n'est pas prête de sitôt à le reconnaître ?

Purce que cette bataille concrétise au mieux la volonté des soldats d'obtenir un certain nombre de droits légaux identiques à ceux conquis par la classe ouvrière : droit de réunion, d'avoir des locaux, des délégués élus, de manifester... Mais pour remporter la victoire dans cette bataille, il faudra non seulement renforcer le mouvement des soldats dans les casernes, mais aussi obtenir la solidarité active du mouvement ouvrier quelles que soient les réticences actuelles des directions syndicales. Alors la question essentielle que Révolution ! refuse de se poser est la suivante : la bataille pour le syndicat de soldats est-elle comprise par les travailleurs ? Permet-elle d'obtenir plus facilement leur soutien par-delà les luttes ponctuelles et la solidarité contre la répression ? Permet-elle l'engagement plus facile des jeunes appelés syndiqués C.F.D.T.-C.G.T. dans le mouvement des soldats ? Les réponses sont évidentes.

C'est en partant de ce point de vue qu'on peut juger positivement l'initiative de Besançon. Cela ne signifie en aucun cas qu'il s'agit de transformer mécaniquement les comités en sections syndicales semi-clandestines mais qu'une telle initiative peut être une action exemplaire, utile, si elle est prise par un comité de masse unitaire, en liaison avec une structure syndicale ouvrière disposant d'une audience dépassant le cadre local.

La bataille pour le syndicat renforce-t-elle les illusions réformistes sur la démocratisation de l'armée ?

En fait, c'est bien quant à la façon de combattre les idées réformistes dans les masses que nous avons des divergences



Norma

fondamentales avec Révolution ! Pour cette organisation en effet, il s'agit d'une part de faire de la propagande révolutionnaire en affirmant qu'on ne peut se réclamer du socialisme sans militer pour « la destruction de l'armée bourgeoise » (Révo n° 112), d'autre part de créer le meilleur rapport de force possible avec les réformistes (permettant éventuellement, dans certains cas, avec prudence de pratiquer, dans un deuxième temps, l'unité d'action avec les réformistes).

Nous sommes pour développer sans concession la propagande révolutionnaire (et en l'occurrence, nous ne laissons planer aucune ambiguïté quant à la définition du syndicat de classe que nous prônons dans le cadre de la bataille plus générale pour la destruction de l'armée bourgeoise). Nous sommes pour prendre des initiatives permettant de développer le rapport de force nécessaire pour imposer l'unité aux réformistes sur une base correspondant aux intérêts du mouvement. Mais nous pensons que les révolutionnaires doivent mener une bataille politique unitaire permanente sur des objectifs concrets correspondant aux préoccupations d'une large masse de soldats, et pas seulement d'une minorité révolutionnaire.

En ce qui concerne l'armée, les directions réformistes se gargarisent de belles phrases sur la « démocratisation » de l'armée, mais elles entendent par là le maintien de la « dictature démocratique » de la hiérarchie sur les soldats ! Et elles se sont toutes prononcées, avec quelques nuances pour la C.F.D.T., contre ce qui se présente comme un droit démocratique élémentaire pour les soldats : le syndicat. Mais il en va tout autrement pour nombre de militants de base ou sympathisants des organisations traditionnelles. Ils croient sincèrement à la démocratisation de l'armée comme ils croient à la démocratisation de l'Etat. Mais ils pensent être logiques avec eux-mêmes en luttant pour les droits démocratiques des soldats. Le devoir des révolutionnaires n'est pas d'imposer le préalable d'un accord sur la perspective stratégique de destruction de l'armée bourgeoise pour engager la lutte au coude à coude avec ces militants. Bien au contraire : c'est au cours de la lutte commune qu'ils feront l'expérience concrète de la contradiction existant entre la lutte qu'ils mènent et les orientations de leurs dirigeants.

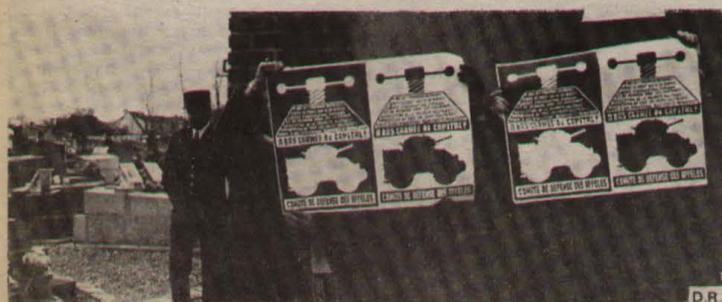
Et si nous voulons appliquer avec quelque crédibilité cette politique à l'égard des militants de base, nous devons aussi nous adresser à leurs organisations syndicales et politiques. En refusant cette perspective et en acceptant de s'adresser seulement à la base des organisations réformistes, Révolution donne l'impression de vouloir se blinder contre le diable réformiste de crainte... de céder à la tentation ! Mais cette attitude défensive revient à s'isoler en renonçant à disputer les masses ou au moins une fraction d'entre elles aux réformistes !

Quels rythmes pour la création du syndicat de soldats ?

Encore une fois, ce sera aux soldats lors de leurs Assises nationales, de les définir en toute autonomie. Mais nous ne voyons pas clairement comment pourrait être proclamé un tel syndicat sans l'engagement d'au moins une fraction importante du mouvement ouvrier, ce qui ne semble pas encore possible. L'important sera donc de continuer à construire le rapport de force d'une part en développant les comités, en entretenant leur coordination progressive (sans procéder comme semble le souhaiter Révolution ! à une centralisation prématurée faisant courir des risques de minorisation) ; d'autre part en accroissant l'appui concret des organisations syndicales ouvrières :
— Sont-elles prêtes à fournir des locaux, du matériel aux comités ?
— Sont-elles prêtes à assurer la publication et la diffusion d'un journal rédigé par les comités engagés dans la lutte pour le syndicat de classe des soldats ?
— Sont-elles prêtes à se battre pour le droit de manifester notamment en lançant des appels publics aux soldats les invitant à participer aux grandes manifestations ouvrières ?

Autant de questions concrètes qui s'inscrivent dans le cadre de la bataille pour un syndicat de classe des soldats et sur lesquelles il est possible d'avancer. Il n'y a pas d'étapes, d'abord une étape pour le mouvement des comités, puis une étape hypothétique pour le syndicat, mais un seul et même combat pour le renforcement du mouvement des soldats par la bataille pour le développement des comités, pour un syndicat de classe unitaire des soldats.

R.Y.



D.R.

SAC - TRUANDS - MEFAITS DIVERS...

AFIN QUE NUL NE PARLE ?

TROIS CAIDS MITRAILLES A ANTIBES

Les « Autres » ont été plus rapides, qui attendaient Karajas, Andreucci et Coppolani sur le parking de la résidence Montjoyeux, chemin de Vallauris à Antibes. La R 16/9575 OY 83 criblée de balles des trois hommes, les dizaines de douilles de pistolet-mitrailleur montrent que les « Autres » n'ont pas pris de risques. Léonide Karajas et Louis Andreucci sont morts, Gavin Coppolani est dans un état grave. La

□ Louis Andreucci et Gavin Coppolani sont nés un 24 juillet et un 15 octobre de la même année, 1943 dans la même ville, Ajaccio.

Léonide Karajas, dit « Léo le Grec » ou « Karaté » est né le 22 juillet 1932 à Fontaine, dans la banlieue de Grenoble... Grenoble : le nom des trois hommes est étroitement associé à l'histoire du milieu entre Rhône et Isère.

La bande à Augé

Coppolani et Andreucci étaient les deux lieutenants de Jean Augé, dit « Petit Jeannot », l'une des principales figures du milieu lyonnais, ancien barbouze, abattu en juin 73 à la sortie de sa partie de tennis. Voilà ce que

rapporte l'un des témoins interrogés par Chairoff, Claude P., un ancien membre de l'équipe Coppolani.

« Gavin Coppolani est le plus dangereux de l'équipe, il est même dangereux pour les gars qui travaillent avec lui et il y avait des jours où il me flanquait la trouille (...) J'étais notamment avec lui et Vincent Poli lorsqu'on a intercepté Alfonsi, un pote de Kalmann, à la sortie de « La Belle Epoque » (...) On l'a fait monter dans la R 16 et il a fallu le trimballer jusque dans un bled à côté de Firminy où les gars de Coppolani (...) Je n'ai pas participé à la chose mais je sais qu'Alfonsi n'est pas

femme qui les hébergeait, Geneviève Labonne est indienne.

Règlement de comptes entre racketteurs ? ce n'est pas évident, vu la personnalité des trois victimes, toutes membres du SAC, le Service d'Action Civique, et qui figurent en bonne place dans les révélations que fait Patrice Chairoff dans son livre « B... comme Barbouzes ».

sorti vivant de la villa et qu'après ils l'ont balancé dans un puit...

... Quelque temps après Kalmann lui-même a pris une balle de 45 en plein visage, et là c'est la technique de Coppolani, qui tire d'ailleurs comme un dieu.

« Coppolani tire comme un dieu ». Il faut dire qu'il n'avait pas de mal à s'entraîner puisque Chairoff rapporte comment Coppolani et Andreucci s'entraînaient sur les champs de tir de l'ANTP, l'Association Nationale de Tir de la Police de Lyon dont le président d'honneur (III) était le député UDR Edouard Charret, impliqué dans l'affaire du Fetich Club et le Président, le commissaire Javille, ancien chef de la brigade anti-gang de Lyon mis en vedette pour ses relations plus que compromettantes dans les milieux de proxénètes (1).

Les diams de Léo

Le livre de Chairoff décrit aussi l'empire constitué par « Léo le Grec », feu Léonide Karajas. Il décrit celui-ci comme le responsable local, pour la région Lyon-Grenoble (importante, vu la proximité des frontières suisse et italienne) du réseau Foccart et comme un ancien collaborateur contractuel du SDECE. Karajas dirigeait une organisation spécialisée dans le trafic de diamants et de devises, et donc dans l'évasion de capitaux. Mais Léonide n'aimait pas la concurrence : c'est sans doute grâce à lui qu'André et Aimé Carle ne sont plus de ce monde, abattus à la mitrailleuse le 22 avril 1972 par quatre faux maçons dans un de leurs chantiers. Les Carle, principaux animateurs du SAC de Romans et qui avaient organisé les campagnes électorales du député UDR Gérard Sibeud (démissionnaire de l'organisation gaulliste après les ré-

vélations faites par Aranda) avaient, pour leur malheur, décidé semble-t-il de monter leur propre filière de trafic de diamants.

« Léo le Grec » aurait été aussi impliqué dans l'exécution de Matthieu Mattei, dirigeant du SAC grenoblois et par ailleurs cousin d'Alexandre Sanguinetti (4).

Karajas aurait aussi été impliqué dans la liquidation du jeune truand Kreher, asphyxié dans sa voiture. Kreher était un témoin essentiel de l'affaire du « 5/7 », le dancing de St Laurent du Pont, incendié en novembre 1970 et dont on devait retirer 146 morts.

L'incendie du « 5 / 7 »

La « Cause du Peuple » du 20 octobre 1972 publiait une note adressée à Marcellin par le député RI de l'Isère, Aimé Paquet, qui expliquait que selon des « informations dignes de foi » l'incendie du « 5 / 7 » était une affaire de rackett. Aimé Paquet donnait dans cette note trois noms : Gavin Coppolani, Andreucci et Dolcemascolo (5).

La fusillade d'Antibes intervient une semaine à peine après la publication du livre de Chairoff. Celui-ci y rapporte le témoignage d'un détenu de la prison de la Santé, Maurice S. qui aurait participé à l'expédition punitive contre le 5 / 7. « ... Ce sont des hommes du SAC qui ont fait le coup du 5 / 7. Je peux vous en parler parce que j'y étais. Le soir du 31 octobre, j'étais en train de taper le carton, puis Pierre C. est venu me chercher et on a fait un saut au « Josy Bar » où nous avons récupéré deux gars, puis nous avons gagné St Laurent du Pont... Le drame est venu de ce que l'équipe action avait fait de nombreuses stations dans les bars et était dans un état



Gavin Coppolani



KARAJAS



ANDREUCCI

éthérique avancé... Ils ont mis le feu deux heures avant ce qui était prévu et vous connaissez la suite... »

Karajas et Andreucci ne pourront plus être interrogés. Ils ne pourront plus jamais parler. Si la fusillade d'Antibes est autre chose qu'un simple règlement de comptes, Gavin Coppolani a eu, fidèle à sa réputation beaucoup de chance. Mais combien de temps va-t-elle durer ?

(4) Matthieu Mattei, ancien membre du SO du RPF, proxénète notoire, était le gérant du bar « Le Gobelet ». Il avait servi de chauffeur garde du corps à Georges Pompidou, venu affronter dans un débat contradictoire à Grenoble Pierre Mendès France. En Novembre 69, Marie Bonnet, compagne de Matthieu Mattei est arrêtée à Cannes avec 50 Kg d'héroïne dans le coffre de sa lancia (cf D... comme Drogue) (5) membre lui aussi de la bande de Jean Auge

FO - Police briseur de grève ?

C'est un document fort curieux que viennent de publier des militants communistes libertaires des PTT. Il s'agit d'une circulaire de la Fédération FO de la police nationale (supplément n°2, journal n°61-65 juillet-août-septembre 1975). Sous la rubrique « Informations Générales » on y lit : « Liaisons téléphoniques : dans une circulaire de juin 75, nous avions fait part de notre projet de mettre en place un système liaisons téléphoniques destinées à annihiler les effets d'éventuelles grèves prolongées des PTT.

A ce jour le pourcentage de réponses enregistrées reste inférieur à 6 %, c'est pourquoi nous renouvelons notre appel avec l'espoir que cette fois il sera entendu. Dans le cas contraire, le projet serait abandonné malgré les inconvénients qui en résulteraient ».

Si cette circulaire est vraie, cela signifie que l'activité syndicale de FO-Police comporte un travail de supplétifs directs de Poniatowski. Les faits sont trop graves pour que la direction de FO ne s'explique pas publiquement à leur sujet et publie, le cas échéant, un démenti.

NOUVEAU PROCES POUR PIERRE GOLDMAN

● Dans cinq ou six mois, Pierre Goldman comparaitra devant la Cour d'assises d'Amiens. C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation, utilisant l'absence de date dans le procès verbal du premier procès pour le casser. Notre justice est ainsi faite que la vie d'un homme peut dépendre légalement de l'oubli d'un tampon. De fait, il s'agit là d'un prétexte utilisé par les juges qui n'ont pu être insensibles à la profonde émotion qu'avait soulevée la condamnation à perpétuité. Procès singulier où Pierre Goldman avait reconnu sa participation à des hold-up mais devait en plus faire la preuve de son innocence de l'assassinat de deux pharmaciennes — la police et la justice se trouvant incapables quant à elles, de faire la preuve de sa culpabilité. Le dossier était chargé et l'« intime conviction » des jurés l'emporta sur le « bénéfice du doute ». L'idéologie dominante pèse particulièrement sur les jurés : Pierre Goldman avait été un militant révolutionnaire au sein de l'Union des étudiants communistes de France ; il s'était distingué dans la lutte antifasciste, au Quartier latin. Dans son livre « Souvenirs d'un Juif polonais né en France » (1), Pierre s'explique sur cette période et celle qui a suivi. Il démontre dans quel cadre une enquête policière peut transformer un innocent en coupable et aboutir à des témoignages spontanés allant dans ce sens. On se souvient des cas de témoins ayant déjà vu dans la presse la photo du « coupable » avant de le « reconnaître » non rasé, au milieu d'une dizaine de policiers en civil. Un nouveau procès va avoir lieu et ce que vont réclamer des centaines de milliers de personnes, c'est simplement qu'on fasse justice d'une enquête mal menée, pleine de contradictions. Certes, cette justice n'est pas la nôtre mais cela ne nous empêchera pas de tout faire pour empêcher une nouvelle injustice.

(1) Editions du Seuil

LYCEES : L'ORDRE HABY UN MINISTRE A POIGNE

■ Haby, réformateur de renom et Ministre de l'Education, se fait moins bavard. Plus de fanfaronnades publicitaires comme au printemps dernier, simplement un travail de bon élève faisant prendre — à petits pas — à l'institution scolaire les plis comblant les vœux du patronat : sélection, remise en cause du service public, rentabilisation, oppression idéologique... Haby parle peu, mais son entourage écrit et s'agit beaucoup. L'objectif est de museler personnels et élèves ; citons, entre autres :

- Télex aux recteurs leur permettant d'interdire toute ouverture



des lycées vers l'extérieur : ce télex vise à empêcher les réunions politiques dans les lycées, à désamorcer toutes les actions significatives (baisse des effectifs notamment) qui pourraient être organisées à l'occasion des journées portes ouvertes proposées par les syndicats enseignants (comme par exemple à Gennevilliers où la police est intervenue, à Corbeil où le lycée a été fermé).

- Circulaire du 13 novembre notifiant aux personnels qu'ils sont responsables de l'encadrement et de la sécurité des élèves en cas de grève.

- Interdiction de diffuser la brochure de l'I.N.R.D.P. sur les travailleurs immigrés, sous le prétexte fallacieux que son contenu n'était pas objectif.

- Encouragement donné aux inspecteurs généraux à se montrer plus directs et à encadrer très strictement la recherche pédagogique.

DES FONCTIONNAIRES D'AUTORITE SERVILES

Certains recteurs et chefs d'établissement se distinguent dans l'application scrupuleuse de ces directives. Pour l'instant, la palme revient aux autorités de l'académie de Versailles :

- Ordre donné par circulaire du recteur Albarède aux chefs d'établissement de faire rattrapper aux M.A. toutes les heures non assurées au

début de l'année scolaire.

- Circulaire de l'inspecteur académique Sorre (voir ci-dessous) qui interdit « les prises de parole » et « toute propagande » dans les lycées et qui rappelle aux proviseurs qu'ils ne doivent pas oublier de faire fonction d'indicateurs de basse police.

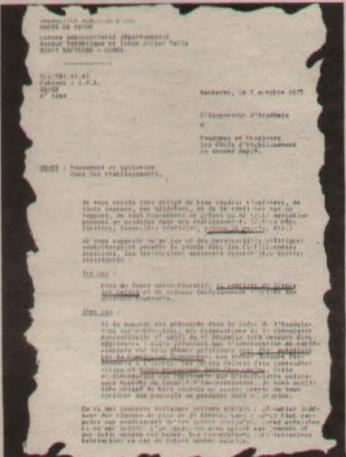
- Fermeture du lycée de Corbeil, où un proviseur de choc, Miceli, multiplie les atteintes aux droits politiques des élèves, aux droits syndicaux des profs ; il a qualifié l'action « baisse des effectifs » de ces derniers, d'action « digne de la gestapo » !

NE PAS ACCEPTER LA REPRESSION

Deux exemples significatifs montrent que ni les élèves ni les professeurs ne sont prêts à accepter l'intimidation.

- Corbeil, précisément, où la mobilisation s'est rapidement organisée ; dès le lendemain de la fermeture, près de 2.000 manifestants parcouraient les rues de la ville ; un comité unitaire profs-élèves-parents a été élu en A.G. et a envoyé des délégations d'information dans la plupart des C.E.T. et lycées de l'Essonne ; finalement, le lycée a été réouvert, sans condition, le lundi 24. Et l'action continue, puisque jeudi 27 et vendredi 28, est prévue une grève des effectifs, pour l'emploi de tous les M.A. et des classes de 25 élèves maxi.

- Tarbes, où sévit, au lycée Marie Curie, Fleury, directrice bien connue



pour ses méthodes disciplinaires. Une élève avait été sequestrée par l'administration, pendant plus de 24 heures, sous prétexte que, lors d'une fouille dans son sac, une surveillante générale avait découvert du tabac et du... patchouli ! Assemblée générale massive des élèves, manif à plus de 700 dans l'établissement, nouvelle A.G. ont permis de faire reculer l'administration sur des points importants.

Ces protestations restent encore localisées mais elles indiquent la voie pour des ripostes massives aux menaces de Haby et de ses laquais, recteurs et chefs d'établissement serviles.



Cours sauvages organisés par les étudiants de Vincennes sur un terrain militaire.

UNIVERSITES POINTS CHAUDS

VINCENNES

- Les étudiants poursuivent leurs actions par des cours sauvages. Mardi, ils étaient place de la Bourse, à Paris, où un prof d'économie politique a fait un cours sur la bourse. La veille, ils avaient organisé un cours sur la monnaie, gare de Lyon. Ils appellent à une manifestation pour jeudi : nous en rendrons compte dans le prochain Rouge.

BORDEAUX III — IUT — CARRIERES SOCIALES

Les travailleurs en formation à l'IUT de Carrières sociales de Bordeaux [...] occupent depuis lundi 25 novembre à 15 h 30 le bureau du chef de département ; leurs revendications :

- mise en place d'une commission tri-partite (enseignants, travailleurs en formation, personnalités extérieures) devant examiner l'ensemble des cas de redoublement et d'exclusion à la suite d'un mouvement collectif de grève.

- application immédiate de la loi pour les travailleurs en stage de formation professionnelle.

Comité de soutien et section C.F.D.T.

LES CHARGES DE COURS ET DE T.D. S'ORGANISENT

- Ils sont des milliers, et pourtant, vis-à-vis de l'administration universitaire, ils n'existent pas. Seules sont comptabilisées les heures supplémentaires attribuées aux universités et départements, et distribuées par les mandarins. Pour eux : pas de statut, pas de sécurité d'emploi ; pas d'avantages sociaux, pas de congés payés. Pour le même travail qu'un assistant, le chargé de cours revient trois fois moins cher à l'Etat. Ils assurent dans beaucoup de facs la quasi-totalité de l'enseignement de premier cycle.

Partie de Vincennes, leur lutte s'est élargie. Une coordination, qui regroupe huit universités parisiennes et plusieurs universités de province, s'est réunie. Malgré la diversité des situations, une première plate-forme

de lutte a été adoptée : elle exige la sécurité d'emploi et la résorption des charges de cours.

Pour cela, il faut obtenir que les postes, de fait occupés par les auxiliaires, soient transformés en postes réels, sur budget d'Etat et que les salaires soient alignés sur ceux des assistants statutaires.

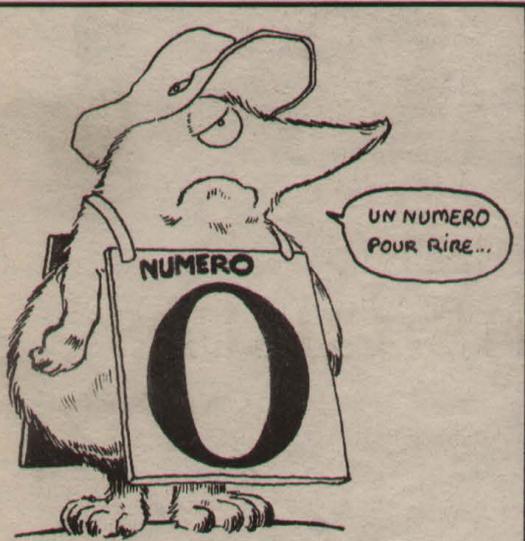
Pendant longtemps, les syndicats enseignants, notamment la direction du SNEsup, ont refusé de prendre en charge la lutte des chargés de T.D. Depuis cet automne, devant l'amplification du mouvement et face à la tentative de liquidation entreprise par le secrétariat d'Etat, ils ont apporté leur soutien à une plate-forme commune, mais dans de nombreux cas, les élus syndicaux qui cogèrent la pénurie dans les facs sont amenés à cautionner des licenciements, des réductions d'horaire ou même de taux horaires.

Les chargés de T.D. doivent montrer que, sans eux, la plupart des facs ne peuvent fonctionner. Avec les assistants, ils doivent lutter pour que la réforme de l'enseignement supérieur ne se fasse pas sur leur dos.

ST MAUR : LA LUTTE A PAYE

- Les étudiants de St Maur, en grève depuis dix jours contre la pénurie à l'Université, ont profité du passage de Soisson pour poser leurs revendications devant le principal responsable. Une manifestation très combative de plusieurs centaines d'étudiants de St Maur, appuyée par des étudiants de Créteil et de Vincennes et par une délégation syndicale (personnel, enseignants) a vu ses délégués élus reçus par le chef de cabinet de Soisson, qui a dû céder sur de nombreuses revendications (crédits, nomination de profs, agrandissement des locaux de Paris XII, règlement du problème du logement universitaire sur le 94). Pendant ce temps, Soisson déclarait à son cocktail : « Il faut récompenser le calme et l'ordre dans les facs ». Cependant la satisfaction de nos revendications prouve au contraire que seule la lutte paie !

LE QUOTIDIEN DE MAIN



**SAMEDI
6 DECEMBRE :**
premier numéro zéro
de rouge quotidien

● Premier essai de Rouge Quotidien, premier rendez-vous : samedi 6 décembre ! Sur 8 pages seulement (le quotidien « normal » en aura 12) nos futurs lecteurs pourront « toucher du doigt » la réalité du projet. Présentation générale, style, ordre et étendue des rubriques... Vous aurez entre les mains une matière qui en dira plus long que n'importe quel discours sur la conception du quotidien.

Ce premier numéro zéro (d'autres suivront) ne sera pas fait dans les conditions exactes dans lesquelles nous travaillerons en janvier (pas de télé AFP et PTT, réseau de correspondants insuffisant, rotative non installée du fait des retards de local). Il doit donc être compris comme une première ébauche susceptible d'alimenter le débat parmi nos futurs lecteurs. Les réunions régionales de correspondants qui se tiendront le week-end suivant (14 et 15 décembre) seront de ce fait plus profitables.

Ce numéro zéro qui ne sera pas mis en vente par les NMPP mais qui parviendra dans toutes les villes le samedi matin avec l'hebdo servira aussi de levier de relance pour la souscription. Diffusé largement (au prix de 1 F. minimum) auprès de tous les lecteurs potentiels, il peut permettre de débiter bien des bas de laine...

Afin que nous réalisions ce numéro dans les conditions régulières, afin aussi de tirer des bilans intéressants par rapport aux correspondants et informateurs, nous demandons à tous les correspondants de nous téléphoner leurs informations à partir du mercredi 3 à 14 H jusqu'au jeudi 4 à 18 H. A ce propos, nous rappelons aux correspondants, informateurs, collaborateurs spécialisés ou occasionnels de nous faire parvenir au plus vite leurs coordonnées.

■ Notre quotidien, votre quotidien communiste, auquel travaille depuis plus de six mois une équipe de camarades, ce quotidien est à portée de la main.

Pendant longtemps, ce sont les questions techniques de la fabrication qui ont fait problème. Pour l'essentiel elles ont été résolues prioritairement. La rédaction multiplie les réunions de travail, en créant des commissions par rubrique, en recherchant ses correspondants, en travaillant des pré-maquettes, et en mettant en place un réseau de contrôle des ventes.

mais un détail

Nous avons fait et refait nos comptes. Et il faut bel et bien un minimum de « deux millions de francs lourds » avant de lancer le quotidien !

- Photocomposition 420000...
- Maquettes-montages 20000...
- Labo photogravure (films-plaques) 66000...
- Rotative (tous travaux compris) 750000...
- Ficleuse 5000...
- Fenwick (manipulation des bobines) 30000...
- Transpalettes, tirepalettes 8000...
- Total 1299000...

Soit 1,3 millions de francs lourds pour l'acquisition du matériel indispensable au quotidien. Ensuite nous avons prévu d'équiper l'imprimerie pour exécuter des travaux plus compliqués qu'un journal en format tabloïd. Coût de cette assemblée-agrafeuse-piqueuse : 156000F. Donc cette fois l'investissement en matériel s'élève à : 1.299000 + 156000 = 1.455000F.

Et ce n'est pas fini.
Tout ce matériel il faut le loger. Il y aurait un roman à écrire sur les 40 locaux que nous avons visités : bâtiments en ruines complètes, immeubles luxueux, usines désaffectées dans lesquelles il fallait tout reconstruire, hangars ou dépôts expropriables dans 2 ans, des entreprises en cours de liquidation dont le personnel ignorait son prochain licenciement...

Mais notre problème était de trouver un bâtiment spacieux et pas cher, dans lequel pouvait entrer ce monstre qu'est la rotative (35 tonnes, 17 mètres de long, 4 mètres de hauteur), disposant déjà d'une ligne électrique capable de fournir une forte puissance (250 KVA), équipé du téléphone (une dizaine de lignes), présentant une importante surface de bureaux, et enfin pas trop loin du centre de Paris.

Ce local industriel, il coûte cher, le simple fait de rentrer dans les murs nous fait déboursier 300000F. Et il reste à aménager l'intérieur : plomberie, électricité, murs, peintures, chaises et bureaux (d'occasion), le tout s'élevant à 250000F, plus le téléphone. Refaisons l'addition :

- Investissement en matériel 1.455 000...
- Local (entrée dans les murs) 300 000...

SOUSCRIVEZ

chèque à l'ordre de
Mlle P. Chenot
10 impasse Guéméné Paris 75004

DES CARTES POSTALES

● Des carnets de cartes postales ont été édités pour les « vœux » et messages de fin d'année. Chaque carnet se présente avec 5 cartes. Ce sont des dessins de Wiaz. Tous les militants peuvent se procurer ces carnets et vendre les cartes postales au prix fort : 5F, 10F, 20F... Ces cartes postales pourront ensuite être envoyées par l'acheteur-souscripteur à une autre personne susceptible de souscrire par chèque. Car au dos de la carte postale, il y a un bref texte d'appel à verser pour le quotidien Rouge avec les indications pour libeller le chèque... Au moyen de la diffusion de ces cartes postales, la chaîne des souscripteurs peut donc s'élargir...

SOUSCRIPTION

encore
919818,71F

SOLDE ANTERIEUR 1007441 69

Diffuseurs Argenteuil	600,00
Groupe taque Sécurité sociale	
Société Lille	7,00
C.D. Fiers	10,00
Comité rouge Annappes	100,00
J.C.I. prof C.E.T. Lille	200,00
J.F.V. Vélouche et Assoc.	50,00
Diffuseurs Nîmes	110,00
M.C. Paris	50,00
M.J.J. Montceau les Mines	50,00
Diffuseurs Tarn	400,00
Diffuseurs Louviers	200,00
Diffuseurs Orléans	428,00
Un conseiller d'éducation Rouen	100,00
Lycéens Jean Lambert Rouen	50,00
Diffuseurs Raux	1010,40
L. et B. Rennes	4000,00
Diffuseurs Renault Billancourt	140,00
Groupe taque Renault Billancourt	500,00

O.B. Paris	200,00
Diffuseurs Office des céréales	200,00
Un militant CFDT hauppes	150,00
B.P. Paris 9	50,00
Sympathisants du Ministère des finances	650,00
Diffuseurs Education nationale	750,00
Diffuseurs Paris	40,00
Un militant PSU Paris	10,00
Diffuseurs Sceaux	60,00
Comité rouge Pute	210,00
Comité rouge lycéen Pontosse	70,00
Etudiant Pontosse	50,00
Employés PTT Pontosse	50,00
Sympathisant Nassy-le Sec	100,00
Sympathisants Ecole normale Gargan	150,00
Groupe taque SNCF Paris Est	100,00
G.F. Pavillons ss Bois	50,00
Un travailleur	30,00
Un agent lycée	5,00
B.A. administratif SNCF	50,00
Diffuseurs SNCF Paris Est	700,00
Groupe taque SNCF Paris Est	50,00
Groupe taque F.P.A. Champs	50,00
Groupe taque Travailleurs sociaux	220,00
Diffuseurs Dussault	400,00
Diffuseurs Renault bureaux	200,00
Diffuseurs Renault ateliers	200,00
Recherche scientifique Marseille	1050,00
Comité rouge central Marseille	730,00
Diffuseurs Marseille	3284,00
C.C. Auxerre	50,00
Joseph B. Auxerre	50,00
Diffuseurs Auxerre	64,50

Diffuseurs Montbéliard	150,00
Militant enseignant Nice	500,00
Sympathisants enseignant Nico	150,00
Diffuseurs Nice	655,00
Sympathisants du Nord	10,00
A.S. Cochain	300,00
Diffuseurs Cherbourg	200,00
Chômeurs Chaury	100,00
Diffuseurs Aéronautique Bordeaux	500,00
Diffuseurs étudiants Bordeaux	55,00
Travailleur Chartres	4,00
Lycéennes Chartres	10,00
Un lycéen du Technique Chartres	5,00
Function oublie Chartres	300,00
Diffuseurs Chartres	270,00
Groupe taque H.P. Le Havre	210,00
INRA Tours	100,00
Groupe taque INRA	50,00
Diffuseurs Thouville	100,00
Diffuseurs Massy	340,00
Comité rouge Tolbac	1150,00
Diffuseurs Argenteuil	5620,00
Diffuseurs Argenteuil	50,00
Sympathisants Argenteuil	120,00
Diffuseurs Villemerise	605,00
ANPE	130,00
Groupe taque Affaires sociales	100,00
Sympathisants ANPE	30,00
Militante CERES	5,00
Sympathisante Lonol (Drôme)	10,00
Sympathisante ANPE	100,00
Comité rouge Paris 13	337,00
Sympathisante Coudommers	100,00
Militant COT Sécurité sociale	50,00
Un soldat de Paris	100,00

L.C. Coulaines	10,00
Librairie rouge	520,00
I.M. intercom	200,00
Diffuseurs Montreuil	130,00
Diffuseurs Paris 19 20	160,00
L.H. Gagny	100,00
Sympathisants Télécom PTT	10,00
Librairie rouge	135,00
J.L.M. Presse	50,00
CEI Paris 12	230,00
Diffuseurs Clermont Ferrand	580,00
Militant Sartrouville	25,00
J.C.T. Asnières	50,08
Militant ouvrier du P.S. Houilles	30,00
Groupe taque Thomson Sartrouville	30,20
Comité rouge lycéen Sartrouville	76,00
Travailleur Groupe Drouot Marly	100,00
Collectif stand Vvelines Fontenay	122,00
EDF-Chartes	350,00
Héliciste radicalement Sartrouville	20,00
Diffuseurs Paris 15	87,00
Diffuseurs Rueil Nanterre	150,00
Jussieu	520,00
Diffuseurs Gare de Lyon	100,00
PTT Paris 12	150,00
Cintiaque	100,00
Groupe taque Télévision	50,00
Marché Belleville	10,64
Enseignant Jussieu	50,00
PTT postes Paris Nord	103,60
Saint Nord Paris	250,00

A PORTÉE MAIS...

Agencement et travaux 250 000...
Téléphone intérieur 25 800...
Total 2.030 800...

Or la souscription s'élève à 108 millions anciens
Certes, le résultat atteint est déja important. Il n'en reste pas moins tout à fait insuffisant !
Ce quotidien est à portée de main, camarades. Il va falloir d'urgence donner un grand coup de collier.

Après plusieurs numéros 0 où nous ferons les dernières mises au point et où nous testerons les conditions de travail, nous serons prêts, pensons nous, à faire le numéro UN du quotidien Rouge. Il risque seulement d'y avoir quelques semaines de retard qui s'expliquent en grande partie par l'écart entre les rythmes d'entrée d'argent et ceux des investissements.

mais un autre détail

Réfléchissons : les essais sont terminés, nous passons au numéro 1 et les autres. Il faudra payer d'avance les 150 tonnes de papier pour février et mars. Il faudra de l'énergie électrique et du téléphone pour ces deux mois. Le second trimestre du loyer tombera le 1er mars. Et il faudra des salaires pour février et mars.

Or les premières recettes NMPP n'arriveront que vers le 15 mars : environ 100 000F. Et 15 jours après cette rentrée, il faudra payer le papier pour avril : 160 000F. Ce n'est qu'à partir de la fin mars, que recettes et dépenses pourront s'équilibrer. Mais jusqu'à cette période ce sont les lecteurs, les souscripteurs, les sympathisants et les militants qui auront la charge d'établir un équilibre.

Nous sommes prêts du but, mais il nous faut absolument le million manquant.

Donnons ensemble le dernier coup de collier !

Les premières mesures doivent être prises d'urgence. Pour cela le Comité Central de la LCR se réunira en session extraordinaire afin de prendre toutes dispositions qui permettent la réussite. Mais

dès maintenant il est clair que la souscription ne s'arrêtera pas le 31 décembre 1975, qu'elle se poursuivra en janvier février et même mars

Nous arrivons maintenant à la saison des primes de fin d'année et des mois doubles, du moins pour ceux qui n'ont pas été mis au chômage partiel ou total. Nous savons, qu'en général, tout le monde compte sur ces primes et mois doubles pour payer les cadeaux de fin d'année, les vacances d'hiver et le percepteur. Mais cette année, exceptionnellement, il faut que tous les amis de Rouge, lecteurs, souscripteurs, sympathisants et militants, fassent un effort et révisent leurs projets.

Un rapide calcul, s'il n'y avait que 1000 camarades à verser 1000F nous aurions le million indispensable. C'est à dire que vu le nombre de ceux qui ont apporté leur contribution déjà, que l'on peut atteindre le même résultat avec un sacrifice moins lourd. Quand on sait que des retraités ont donné 100F et plus, que des bidasses ont envoyé la moitié, voire la totalité de leur solde, que des travailleurs de la SNCF et des PTT (où les salaires sont notoirement très bas) ont versé des sommes importantes, quand on sait cela, on peut espérer que ceux qui recevront leur prime de fin d'année pourront apporter une forte contribution à la réussite du quotidien. C'est un gros effort. Mais l'enjeu est de taille. Le but est tout proche.

A VOS CHEQUIERS CAMARADES ! ET 1 MILLION AVANT LE 31 DECEMBRE !

Militaires Honeywell Bill	100,00	Diffuseurs Fonction publique Grenoble	150,00	CT étudiant Carcassonne	50,00	Y.T. instit. Grenoble	100,00
Evros Paris 20	120,00	Diffuseurs CNRS Grenoble	200,00	M.J. metallo Carcassonne	50,00	Anonymes Grenoble	20,50
OC Sécurité sociale Paris 19	50,00	F.H. Grenoble	100,00	C.P. Peintre Carcassonne	50,00	Sympathisant Air liquide Grenoble	100,00
Groupes Ugaq Honeywell Bill	331,00	A.H. Sympathisants Grenoble	120,00	M. enseignant Carcassonne	100,00	Diffuseurs Chimie Grenoble	90,00
Caribéique	50,00	E. Sympathisants Hôpital La Tronche	20,00	Travailleur Secu soc Carcassonne	10,00	Diffuseurs Hôpital de la Tronche	100,00
Martin Belleville	20,00	Militant Garde-barrière Grenoble	500,00	Enseignant Carcassonne	10,00	P. Sympathisant Grenoble	100,00
Comité rouge Imprimerie Paris CE 1 Paris 19 20	220,50	Comité rouge La Roche Yon	100,00	Chômeur Carcassonne	10,00	B.H. de la Tronche	50,00
Enseignant Paris 19	200,00	Sympathisants La Roche Yon	300,00	Enseignant CET Carcassonne	10,00	Stand vente de nos forums	1240,25
Mitral CFDT	100,00	G.R. Frejus	100,00	Enseignant EE Charleville	50,00	Groupé taiseu HPD Site Egreve	50,00
Suisse Paris Nord	200,00	Enseignant SEGEN Charleville	100,00	Enseignant SGEN Charleville	100,00	Travailleur Allibert Grenoble	100,00
Ecole de Valenciennes	31,25	B. Santeny	80,00	Employé équipement Carcassonne	50,00	A.S.H. Hde la Tronche	10,00
Tranche Ugaq PTT postaux Paris 10	100,00	Diffuseurs Tarbes	870,00	Diffuseurs Carcassonne	126,00	A.S.H. Hde la Tronche	30,00
OC	50,00	S.M. La Rochelle	55,20	Diffuseurs Carcassonne	126,00	Travailleur Hde la Tronche	50,00
Sec. int. sociale Paris 19	120,00	A.J.P. Paris	500,00	Diffuseurs Carcassonne	126,00	M.F.G. enseignante Grenoble	100,00
Groupé Ugaq INRA	160,00	Diffuseurs étudiants Bordeaux	422,00	Diffuseurs Pérignans	355,50	Enseignant EE	10,00
Diffuseurs St Cyr Versailles	90,00	Diffuseurs enseignants Bordeaux	280,00	La vieille dame de St-Raphael	100,00	C.J.C. Dijon	70,00
Comité rouge Celle St Cloud	40,00	Diffuseurs aéronautique Bordeaux	90,00	J.L.D. Chartres	20,00	J.L.D. Chartres	20,00
Etudiants HEC Colmar	420,00	F.T. Annapes	200,00	Diffuseurs La Rochelle	220,00	Diffuseurs La Rochelle	220,00
Travailleur HEC	40,00	Comité rouge Fiers	40,00	2 Sympathisants La Rochelle	250,00	Militant PSU 84	140,00
Diffuseurs Trappes	100,00	Comité rouge Annapes	60,00	Diffuseurs Beauvais	350,00	Diffuseurs Metz	300,00
Travailleur zone de Plaisir	50,00	« un prolo des PTT »	100,00	Postiers des Cheques Toulouse	500,00	A.M. comptable Paris	100,00
Lycéenne Maurepas	10,00	C.P. Melun	100,00	Comité rouge Loudac	500,00	J.C. vétérinaire	100,00
Travailleur CERFP St Rémy	60,00	Diffuseurs Auxerre	672,00	Y.L. Rennes	100,00	J. Incteur CNRA (INRA)	150,00
S.M. Jougny	150,00	Diffuseurs Bourgogne-Franche Comté	200,00	Sympathisants Rochefort d'Angely	250,00	« Un prolo des PTT » Lille	100,00
Sympathisant Rued	100,00	P.J.J. Rennes	200,00	J.M.J. Groslay	100,00	P.D. enseignant Lille	100,00
B. Bred	50,00	O.P. St-Etienne	100,00	L.G. Brunoy-PTT	100,00	A.S. Densan	100,00
D. Enseignant Chambéry	300,00	M.J. St-Etienne	200,00	D.L. Héroville St-Clair	300,00	Diffuseurs Montpellier	3019,00
Diffuseurs Angers	135,00	P. St-Etienne	10,00	H. et C.G. Lens	500,00	Diffuseurs Elbeuf	951,10
Enseignant Angers	80,00	Militants St-Etienne	650,00	P.B. Neully Seine	100,00	Diffuseurs Le Puy	20,00
Enseignant Cité Angers	200,00	Militants Rive de Gier	150,00	A.C. Sympathisant Chalmont	100,00	TOTAL	1080181,29
Diffuseurs Le Mans	560,00	Sympathisant St-Jean	10,00				
Diffuseurs Chème Grenoble	150,00						
Comité rouge Grenoble	100,00						
Travailleur de l'imprimerie Grenoble	25,00						



ACHETEZ LE CALENDRIER 1976 DE ROUGE quotidien d'action communiste

● Il est en vente dans toutes les villes auprès des diffuseurs du journal : demandez le, vendez le à vos amis, 10 000 exemplaires ont été tirés, ils sont vendus 10F pièce. C'est une somme importante qui s'ajoutera à la souscription. Chacun a besoin d'un calendrier chez soi : soyons les premiers à en proposer. Un inédit !

Pour toute commande : à la librairie Rouge. Paiement par chèque spécial, à part de tout autre versement avec la mention « calendrier Rouge souscription » libellé à :

Melle P. Chenot 10 impasse Guéméné Paris 4^e.

LE DISQUE DE LA FETE DE ROUGE (18-19 OCTOBRE) EST PARU LE 28 NOVEMBRE !

● Le disque est produit par « Expression Spontanée ». Voilà son contenu :

Face 1	Fanfare bolchévique de Prades	Caron-Ozannes : interview d'un membre du comité de grève	Mans de Breish : « Patron »	Théâtre de l'Ecume (extrait, chanson)	Cité Armée : débat présenté par R. Pelletier	Rufus : extrait	Imanol : extrait	Portugal : E. Mandel	Direction du S.U.V. Nourredine
Face 2	Roger Siffer : « Kleine Stombe »	Cité Région : extrait débat Corsica	Romain Bouteille : « Le but et le moyen »	Débat sur la prostitution : extrait François Béranger : « Pink Floyd »	Forum Presse : R. Rossanda - E. Mandel	Yvan Dautin : « La Méduse »	Meeting Rouge : J. Habel	Santa Klaus : « J'an appelle à la fête »	Interview

Il est en vente 25F pièce. Contrairement au calendrier le disque ne sera pas envoyé d'office mais seulement sur commande. Demandez à la librairie Rouge. Pour le paiement faire des chèques spéciaux avec mention « disque fête Rouge » et libellés à P. Chenot. Là encore, la vente complète de tous les disques complètera la souscription.

L'AMIANTE C'EST LA MORT

C'est ce que disent les ouvriers manipulant l'amiante. Mais aujourd'hui la menace s'étend sur tous les citadins !

■ L'asbestose (1) est la maladie professionnelle des travailleurs de l'amiante, analogue à la silicose des mineurs de charbon. Maintenant que l'asbestose est un peu mieux contrôlée et que les travailleurs de l'amiante vivent plus vieux, on a pu constater que cette substance provoque le cancer. Parmi les entreprises manipulant professionnellement l'amiante, on peut citer Amisol (Clermont-Ferrand), les entreprises du bâtiment, les chantiers navals, Ferodo (Condé-sur-Noiraut)...

Cependant les dangers de l'amiante dépassent ces corporations.

On trouve maintenant des fibres d'amiante dans les poumons de tous les citadins adultes. Et le marché de l'amiante — qui est un très bon isolant — est en pleine expansion.

Cinq millions de tonnes sont extraits par an, notamment au Québec et en Afrique du Sud. Une grande partie de cette amiante est utilisée au « flochage mou », c'est à dire projetée sur la paroi à isoler avec de l'eau et un liant, ce qui sert entre autre à protéger contre l'incendie les structures métalliques d'un bâtiment. Ce procédé est très utilisé dans l'industrie du bâtiment depuis une dizaine d'années, et un grand nombre de constructions récentes (hôpitaux, centres commerciaux, facultés, prisons, écoles, bureaux...) en ont bénéficié (1) (le local du PCF, place du Colonel Fabien aussi !).

En France, une législation rétrograde

Et pourtant, malgré les pressions des trusts de l'amiante et de la sidérurgie, le « flochage mou » a été interdit aux USA, au Danemark... Le « flochage mou », comme son nom l'indique, est mou : il se dégrade, et les fibres d'amiante passent dans l'air, sont respirées, et se fixent dans les poumons ; puis, 10, 20, 30 ou 40 années plus tard, un cancer des poumons ou de la plèvre se déclare sans guérison possible. C'est d'une part ce temps de « latence » avant que la maladie ne se déclare, et d'autre part le développement récent de l'utilisation de l'amiante qui font que ce problème n'est abordé que depuis

peu. Une autre difficulté vient de ce que la dose minimale susceptible de provoquer un cancer n'est pas connue, bien que l'on sache que des quantités infimes d'amiante suffisent : par exemple, la poussière que rapporte sur ses vêtements un travailleur de l'amiante est dangereuse pour sa famille.

En France, aucune interdiction n'existe concernant l'utilisation de l'amiante ; car personne n'a encore pris ses responsabilités pour dénoncer ses dangers (médecins, journalistes, scientifiques...) ; seules les thèses de la Chambre Patronale ont eu une certaine publicité (voir l'article scandaleux du Monde du 12/11/75).

Les travailleurs de Jussieu ne veulent pas de l'amiante

A Jussieu, des prélèvements de l'air ambiant ont révélé dans certains locaux des concentrations en amiante jusqu'à 1000 fois supérieures à celles rencontrées couramment dans les rues de Paris. Un collectif intersyndical CFDT, CGT, FEN et non syndiqués a fait un important travail d'information sur le problème, travail facilité par la présence de scientifiques et une très grande sensibilité du personnel à cette pollution.

Face à cette situation « dont les risques ont été amplement démontrés dans les dossiers établis et lors des conférences des professeurs Sélikoff et Nicholson » (2) les travailleurs de Jussieu ont cessé le travail dans les endroits les plus pollués (certaines bibliothèques, certains ateliers comme celui de physique des solides...)

Du côté de l'administration, on a fait traîner les choses... Après s'être opposée à ce que des mesures soient effectuées par un laboratoire qualifié, après s'être retranchés derrière le rapport du D^r Eftymiou, responsable du service médical de Jussieu, qui minimisait systématiquement les dangers, les présidents de Paris 6 et 7 se sont refusés à prendre les décisions qui s'imposent :

- fermeture des locaux particulièrement insalubres, et notamment ceux du rez-de-chaussée ;
- démarrage immédiat des



Le local du PCF à Paris (en haut) et la faculté de Jussieu (au dessous) où le procédé de « flochage mou » a été utilisé.

travaux de nettoyage indispensables. Ils viennent de nommer des contre-experts dont l'objectivité peut d'ores et déjà être mise en doute. Ils cherchent à gagner du temps après s'être avérés incapables de prouver qu'il n'y a pas de danger !

Mais les usagers de Jussieu sont déterminés. Leur lutte vient de remporter un premier succès. Une délégation de l'intersyndicale a en effet obtenu du rectorat :

— l'interdiction de travailler dans les locaux insalubres

— le déblocage de 1,4 millions de Francs pour retirer l'amiante des locaux les plus pollués et repeindre les structures métalliques

Une lutte à la mesure de l'adversaire :

Les résultats déjà obtenus sont une reconnaissance implicite des dangers de l'amiante. Et pas seulement à Jussieu, bien sûr !

Le travail d'information continue. D'ores et déjà, rendez-vous est pris pour un grand meeting, le 8 décembre,

ou la commission qui coordonne la lutte rendra compte de ses démarches, et auquel participera le professeur Sélikoff.

Il faut comprendre que l'adversaire est de taille, puisque tout le patronat de l'amiante est mis en cause. C'est pourquoi l'action doit s'élargir à toute la France, à tous les travailleurs concernés. C'est dans cette perspective que l'intersyndicale a envoyé le dossier établi (3) à toutes les organisations susceptibles d'être intéressées, ainsi qu'aux mineurs québécois (4) de l'amiante qui ont fait grève en Mai 1975.

24 Novembre 1975
Article rédigé avec un camarade de l'intersyndicale, membre de la commission de sécurité.

Notes :

- (1) Asbeste : nom scientifique de l'amiante
- (2) tract de l'intersyndicale
- (3) pour recevoir la documentation complète, écrire à : Intersyndicale Université Paris 6 et Paris 7 - 4 place Jussieu 75005 PARIS
- (4) voir Libération, mensuel socialiste quebecois

Nous publions des extraits de la liste des bâtiments les plus importants où le procédé du « flochage mou » a été utilisé. Cette liste a été « gracieusement communiquée » par la société ISO-MACO, spécialisée dans les revêtements d'amiante... Il faut évidemment, une fois n'est pas coutume, lui faire le maximum de publicité !

ISO.MACO SA
217, rue du Fb St Honoré
75 — Paris 8ème
Le procédé Isolation « ASBESTOSPRAY »
Protection Incendie — Isolation Thermique
Correction Acoustique — Contrôle de condensation

DES REFERENCES

Tour Esso - La Défense
Tour Nobel - La Défense
Halle de Rungis
Air France - Orly
Magasins Réunis - Montparnasse - Paris
Aérogare à Rennes, Bastia, ...
Saviem à Blainville

Parkings à Paris, Toulon, Poitiers, ...
ORTF - Issy les Moulineaux
RATP - St Ouen
Lycée Espagnol à Neuilly S/ Seine
Faculté des sciences Jussieu - Paris
Faculté des sciences de l'Homme
Tunnel sous le Vieux Port - Marseille
Assistance Publique - Paris
Caisse d'Epargne à Toulon
Marine Nationale à Toulon

Caisse des Dépôts et Consignations - Marseille
S.C.I. rue du Paradis à Paris
Immeuble du P.C. - Paris
Palais de la Culture à Vannes
Camp de Biscarosse
Régie Renault à Boulogne Billancourt
Bibliothèque nationale à Versailles
Bibliothèque à Nanterre
Cité de l'Air - Porte de Versailles - Paris
Hôpital St Jacques à Clermont-Ferrand
C.H.U. à Montpellier
SNCF à Paris, Nancy, ...
Sécurité Sociale à Nancy, Toulon, ...
ZUP de Mirail à Toulouse
Les coopérateurs de Lorraine à Nancy
Piscine de Bègles
Piscine de Couatnces
Piscine de Drancy
Piscine de Souge
Engrais de Pierrefitte à Sète
Hôpital Saint Antoine à Paris
Croix Rouge à Toulon
E.D.F. Wagram à Paris
E.D.F. à Chinon
E.D.F. à Vaires sur Marne
Prisons à Fleury Mérois
C.E.T. Bayard à Toulouse
Stations de Ventilation à la RATP
Michelin à Clermont-Ferrand
Ensemble d'immeubles rue Vauvenargues
P.T.T. Villecresnes
Faculté de Lettres à Nantes
Immeuble de la Cie d'Assurances
— « La Zürich » —
des Caissees Agricoles - des Groupes
Scolaires - des Lycées - des CET - des
CES - des Gymnases - des HLM
dans toute la France

Cette
semaine

DANS L'OBJECTIF



des films

NASHVILLE, de Robert Altman JANIS, de Howard Alk et Seaton Findlay

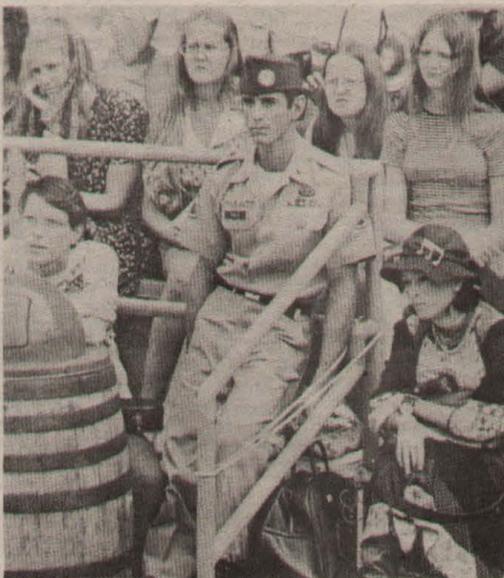
● Deux films passent en ce moment sur nos écrans qui tous deux parlent de musique populaire américaine et sont d'un intérêt hors du commun (plus que, mettons, *W.W. Dixie* ou *Zacharia*).

Le plus remarquable est *Nashville*. D'abord à cause de la personnalité de son auteur, pour lequel ce film marque une nette remontée. Robert Altman, qui se fit connaître par *M.A.S.H.*, signa ensuite quelques unes des œuvres les plus fortes du nouveau cinéma américain : *Brewster Mc Cloud*, *Mc Cabe et Mrs Miller*, *Images* ; j'avais été assez déçu par ses deux films suivants, *California Split* (les flambeurs) ET *Nous sommes tous des voleurs* (*Thieves like us*). Avec *Nashville*, nous retrouvons le très grand cinéaste. Il s'agit, en près de trois heures, de nous brosser le portrait d'une ville, cette ville-là, c'est toute la province américaine, c'est aussi un centre mondial de la musique folk et Altman va nous la montrer, au moment d'une campagne présidentielle, imaginaire, dans tout son grouillement et sa vitalité. Pour cela il va (comme Kramer et Douglas dans *Milestones*) prendre une dizaine de personnages, les suivre, les faire se rencontrer. En quelques jours, nous allons voir ces gens se trouver ou se séparer, s'aimer ou se détruire, dans l'ambiance sirupeuse et réactionnaire de ce milieu du show-business à la fois mondial et provincial, tandis que la voiture du candidat démagogue parcourt les rues en scandant ses slogans par les haut-parleurs. Le défi de cette structure, c'est qu'elle représente

quelque chose d'apparemment brouillon et que tout se met en ordre dans la vision suspectateur avec une habileté diabolique, bien que les acteurs principaux ne soient pas connus ; quand des acteurs « connus » (Elliott Gould, Julie Christie) apparaissent, ils incarnent leur propre rôle et paraissent explorer un monde exotique — qui d'ailleurs les ignore sans complexe.

La plus grande partie des commentateurs a insisté sur la sévérité de la satire d'Altman, et il est bien certain qu'il n'a pas la main douce et que ce portrait de Nashville est assez au vitriol. Mais ce n'est pas le seul aspect de cette œuvre foisonnante ; il ne s'agit pas d'un simple « film de dénonciation » Le vitriol y garde sa fonction artistique qui le fait utiliser pour les eaux-fortes. Pour parler de « genres » et de traditions hollywoodiennes, *Nashville* est aussi un de ces films sur le « show-business » où quelqu'un nous parle de gens qui font le même métier (même si ce n'est pas dans la même branche) et ne se départit jamais, jusque dans sa sévérité goguenarde, d'une certaine affection, d'une certaine qualité d'émotion. Et cela est bon ; il est bien qu'Altman, dans *Nashville*, ne soit jamais méprisant, ne s'érige jamais en juge ou en censeur. Je crois qu'il faut remonter aux films de Frank Tashlin (*la blonde explosive*) pour trouver un tel mélange de satire et de tendresse (quand Altman filme de bonnes chansons, sa caméra s'émue comme celle de Tashlin filmant Julie London).

On aura compris que je me méfie de l'opposition facile qui renverrait *Nashville* et *Janis* à gauche ou à droite du Tribunal, ici les opposants au système, là ses valets, etc. Certes, dans *Janis*, rien n'est dit sur le système ; certes le personnage même de Janis Joplin est escamoté et ceux qui ne la connaissent que par ce film ignorent son caractère scandaleux, son homosexualité revendiquée, sa mort par overdose. Reste que pour l'essentiel, le film est constitué par des enregistrements filmés de quelques concerts : ce qu'on voit, ce qu'on entend, c'est Janis Joplin qui chante et c'est quasiment tout — et bien sûr c'est largement suffisant pour justifier un film, même avec ce caractère légèrement hagiographique, même avec sa dose d'apologie du système, par omission. Ce qui m'empêche décidément d'opposer trop les deux films, c'est qu'il y a une certaine façon de filmer quelqu'un qui chante, quand on aime ces chansons et qu'on retrouve cette même « bonne vibration » chez ceux qui filmèrent Janis (et dont Howard Alk et Seaton Findlay ont réuni les morceaux de reportage) et dans la satire chaleureuse de Robert Altman.



Une scène de NASHVILLE et, en haut à droite, R. ALTMAN.



La troupe : « L'ATELIER DU CHAUDRON »

présente à partir du 23 novembre 1975
A la Cartoucherie de Vincennes (328.97.04)
Un spectacle de Masques marionnettes
Entrée 5 F à 16 heures

« Derrière la montagne, il était une reine corne... »

LE CHANT DU DEPART de Pascal Aubier

● Le chant du départ l'hymne favori de Giscard d'Estaing, notre républicain bien-aimé. On pourrait, de bon droit, s'attendre à une longue analyse des méfaits de la société libérale avancée, à une scrupuleuse dénonciation du capitalisme version tricolore, mais c'est à tout autre chose que nous convie Pascal Aubier dans son dernier film. Et finalement la leçon n'en est pas moins claire. C'est d'une fable qu'il s'agit, d'une fable politique, et qui curieusement prend forme à partir de la réalité, dans ce qu'elle a de plus crue, de plus nue, à cent lieues des traditionnels oripeaux spectaculaires. Le début du film est un simple constat par l'image de la lente décomposition de l'être humain dans la société bourgeoise. On y voit s'agiter des individus qu'on nous désigne dans une foule (véritables anti-héros qui n'apparaissent à chaque séquence qu'après une longue prospection) et qu'il faut nous montrer du doigt avec insistance pour que nous puissions enfin les voir. Réduits à exister seulement, totalement aliénés, étouffés, séparés des uns des autres, tels qu'une société d'oppression et d'exploitation les a façonnés, ces individus sont saisis dans leur dénuement et leur banalité. Ils ont pourtant décidé un beau jour d'additionner leurs solitudes et d'oublier en groupe les renoncements et les frustrations de tous les jours. Mais à l'Amicale des Cœurs Solitaires, même les souverains sont teintés de désespoir et de non-vie. Et bien que rien ne puisse effacer la lassitude quotidienne qu'on paie à coups d'insatisfactions patiemment acceptés et de consommation imbecile, il faut pour-

tant retrouver une identité volée, arrachée, perdue. Ces mêmes individus choisissent alors la mort, l'auto-destruction volontaires dans un gigantesque safari-suicide. Au grand jeun du profit capitaliste symbolisé par la séquence de la bourse, ces individus déchirés opposent l'acceptation ludique de leurs morts. Un rien démobilisateur cette parabole ? mais après tout, ce n'est qu'une fable, et comme toutes les fables elle n'est intéressante et ne fonctionne qu'à partir du moment où elle traduit un vice de forme de la société ou de la collectivité. En ce sens *Le chant du départ* est un film parfaitement réussi. Malheureusement Pascal Aubier n'a pas jugé bon de terminer

son long-métrage au dénouement de cette fable et à voulu jouer les prédicateurs : c'est la dernière séquence du film qui nous convie tous à la fête de l'union de la gauche et de la gauche au pouvoir symbolisée par un manège qui tourne inexorablement. Pascal Aubier, cinéaste membre du PC, ne nous conviait pas ; ses chevaux de bois ne sont pas engageants. Et, puis quelle drôle d'idée de représenter le programme commun et l'espérance d'une société meilleure par un manège... De là à dire qu'on tourne en rond... Nous laisserons à Pascal Aubier, l'entière responsabilité de l'ultime moralité de sa fable.

Jean-Louis Lacombe

A L'AIDE

● La conception que nous avons de la rubrique culturelle du futur quotidien est ambitieuse. Nous voulons y traiter à la fois la production des circuits commerciaux traditionnels et aussi de ce qui se fait en marge ou contre cette culture officielle. C'est dire que cette rubrique exige beaucoup de compétences. Rouge lance un appel à tous ceux qui spécialistes d'un domaine ou d'un autre peuvent collaborer à la rubrique. Férus de science-fiction, amateurs de jazz, assidus des concerts, rats de bibliothèque, connaisseurs du film noir américain, auteurs de thèses sur le comique dans le cinéma français entre 1945 et 1960, etc. Vous nous intéressez. Ecrivez d'urgence pour nous proposer vos services.



DISQUES

D'IMPORTATION
+
SOLDES

ouvert tous les jours
de 11 heures à 21 heures

10, Rue Git-le-Cœur
75006 PARIS



théâtre de la tempête
cartoucherie 328 36 36

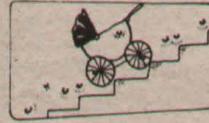
BALLETS
DE LA CITE

du 3 au 27 déc



de catherine
allani

LES RENDEZ-VOUS MANQUÉS DE R. DEBRAY



■ Ce devait être au départ une préface de Régis Debray aux « souvenirs obscurs » de Pierre Goldman. Et puis les pages s'ajoutant aux pages, c'est devenu un petit livre : « Les rendez-vous manqués ». (1) De quel rendez-vous s'agit-il ? De celui de la génération de Pierre Goldman — ceux qui ont eu 20 ans aux alentours des années 60 — avec l'Histoire. Pourquoi rendez-vous manqué ?

Parce que l'Histoire a posé un lapin. Elle s'est retirée du Vieux Continent, dans la « Zone des tempêtes » — Afrique, Asie, Amérique Latine, plongeant les adolescents européens dans un grand désarroi.

En 1920, écrit Debray, un jeune bachelier est au cœur de l'Histoire : il a connu le traumatisme de la Grande Guerre. Il vit l'exaltation de la Révolution. Il doit faire face au péril fasciste et à la menace d'une nouvelle déflagration mondiale. Il connaît ses amis et ses ennemis, sait contre qui il faut se regrouper. De son combat contre un ennemi menaçant et tangible naît la chaleur d'une communauté. Sa lutte est une vraie lutte, avec des vrais risques, un véritable enjeu.

En 1945, un jeune homme de 20 ans a traversé la Guerre et la Résistance. La guerre froide le confronte là encore à de vrais périls, de vrais combats : contre la bombe, contre le colonialisme, menaces réelles à portée de la main. Ici encore, la réalité et l'imminence des menaces créent une communauté de destin, un sentiment d'appartenance.

Par contre, quand on avait 20 ans vers 1960, que pouvait-on bien faire, demande Debray ? Et il répond : « **Aller au cinéma; Notre génération a reçu son baptême du feu dans les salles d'art et d'essai... Après les anciens de Verdun, de Mauthausen et d'Indochine, les anciens de la Cinémathèque** » (p.80-81). En 1962 après les accords d'Évian et la crise des fusées à Cuba, l'Europe capitaliste s'installe dans la consommation de masse et la coexistence pacifique. Dans la « Société du Spectacle » se déploie le règne dissolvant de la marchandise. L'ennemi devient de moins en moins concret, de plus en plus imaginaire. « La révolte, oui, mais contre quoi ? » demande Debray (p.82).

L'Histoire — ses guerres et ses révolutions — se font désormais ailleurs. Ici, la lutte devient jeu, simulacre, parodie... Bref, c'est le calme plat, fatal aux âmes bien nées. Frustrés dans leur désir de révolution, celles-ci se perdent dans des vétilles, ou bien s'expatrient dans ces contrées lointaines où sifflent les vraies balles...

Contre-sens sur la période

Magnifier les conditions historiques dans lesquelles les générations des années 20 et 40 sont venues à la vie politique, se lamenter par contraste sur la nôtre est à première vue assez paradoxal.

S'il y a des générations militantes flouées en ce siècle, c'est bien celles de 1920 et de 1945. Elles ont cru combattre pour le Communisme, alors qu'elles servaient les intérêts réactionnaires de la bureaucratie stalinienne, accumulant les crimes et les défaites. Leur « Rendez-vous avec l'Histoire » s'est produit dans une nuit d'encre, quand il sonnait « Minuit dans le Siècle ». Rien de plus édifiant à cet égard que la biographie des parents de Goldman.

La période qui s'ouvre au contraire avec les années 60 est autrement stimulante pour de jeunes révolutionnaires. N'en déplaise à Debray, qui se borne sur ce plan à ressasser les thèses apologetiques de Marcuse et consorts, cette période n'est pas celle d'un fonctionnement sans histoire du capitalisme avancé, confortablement soutenu par ses béquilles réformistes.

Cette période est au contraire celle du développement de la crise conjointe du capitalisme et du stalinisme. Au cours de la décennie 60-70 les contradictions du néo-capitalisme — atténuées ou latentes dans l'immédiat après-guerre — arrivent peu à peu à maturité. Les rapports sociaux bourgeois deviennent progressivement insupportables. Ceux qui les imposent sont de plus en plus fermement combattus. Simultanément le rapport Kroutchev, les insurrections polonaises et hongroises, le schisme sino-soviétique dégonflent les mythes stalinien. Contrairement au passé, les nouvelles générations révolutionnaires se détournent du stalinisme, s'efforcent de comprendre la dégénérescence de la révolution russe, et par delà, à renouer avec la tradition marxiste-révolutionnaire.

Des lézards apparaissent aux façades de la société bourgeoise au moment où émergent des forces capables de s'y engouffrer.

La génération militante des années 60 a eu, pour la première fois, la possibilité de rompre la chaîne d'intégration tendue solidairement par le stalinisme et la bourgeoisie. Elle a pu partiellement rassembler ses forces en dehors du carcan réformiste; s'imposer comme force autonome dans le champ politique, contestant radicalement les rapports sociaux bourgeois et réalisant dans la lutte, par dessus la tête des bureaucrates, sa jonction avec la classe ouvrière.

Elle s'est attaquée à l'organisation capitaliste du travail dans les entreprises; elle a retourné l'école capitaliste contre la société, rompu l'apolitisme traditionnel des casernes, brocardé la justice de classe, soutenu les mouvements des immigrés, des prisonniers, des minorités nationales et sexuelles, mis en cause le phallogratisme et la famille patriarcale...

Seuls peuvent considérer son activité comme inconsistante et gesticulatoire, les fétichistes de la mitrailleuse pour qui il n'y a d'action réelle que l'action armée...

Mai 68 : « Une tenace impression d'obscénité. »

Avant dénié toute possibilité d'action historique à la génération des années 60 — c'est à dire ayant théorisé son propre désenchantement d'alors — Régis Debray doit tout de même rendre compte de Mai 68.

La rumeur publique admet qu'il s'agit là d'un événement considérable, dont les effets n'ont pas fini de se manifester.

Révélant les nouvelles aspirations et les nouveaux rapports de forces, le mouvement de Mai a porté à un niveau qualitativement supérieur la crise d'hégémonie du grand capital. On ne comprend rien à la politique de la classe dominante (le renvoi de De Gaulle, la « Nouvelle Société » de Chaban Delmas, le « Libéralisme avancé » de Giscard); on ne comprend pas davantage la politique du mouvement ouvrier (l'aggiornamento du PS, la signature du programme commun, la stratégie d'Union de la Gauche, l'évolution « autogestionnaire » de la CFDT, etc...) si on ne les rapporte pas à Mai 68 et aux modifications que cette secousse tellurique a introduit dans les rapports de classe en France.

Mais puisque l'Histoire est censée avoir quitté la vieille Europe au seul des années 60, Mai 68 ne peut être qu'une pantomime dérisoire. Evoquant le soulèvement étudiant, Debray souligne « **cette tenace impression d'obscénité que procure à distance et à qui n'en a rien vu ce show moins contre-révolutionnaire qu'a-révolutionnaire... cet « onanisme collectif, délirant » comme dit Pierre, qui fut à la Révolution ce que l'onanisme est à l'acte sexuel, fut la plus sinistre, la plus éclatante preuve par neuf de notre déréliction. Il ne se passa rien dans le Mai des étudiants, mais parce que Mai, cette convulsion vermiculaire, fut l'abrégié de tout ce qui ne se passait plus au cours des**

longues années précédentes... » (p.124-125)

Que Mai 68 ait produit LIP et tout ce qu'il représente, voilà une idée qui n'effleure pas Debray

Pessimisme et Mansuétude

Et puisqu'il ne se passait rien avant, qu'il ne s'est rien passé pendant, il ne se passera rien après. La théorisation du désenchantement débouche sur une vision apocalyptique du capitalisme européen, un profond pessimisme à l'égard des chances du socialisme :

« Si l'on prend un peu de recul sur le spectacle dans son ensemble, écrit Debray, il me semble que la panorama serait le suivant : **admirable système vraiment qui s'auto-régule grâce à ses ennemis. Les contestataires, ces virus filtrants vaccinent l'organisme social qu'ils rêvent d'attaquer, et lui refont une santé en ravivant de temps à autre ses immunités... La « Société libérale avancée » a remarquablement codifié la traditionnelle division du travail politique... Les forces révolutionnaires fournissent la vapeur que les organisations réformistes transforment en travail de masse et l'Etat bourgeois en lois et arrêtés ministériels. » (p.138)**

Ce pessimisme et ce désenchantement s'accompagnent... d'une grande mansuétude à l'égard des directions réformistes : pas un mot sur leur rôle en Mai 68, alors qu'écrit Debray couvre de sarcasmes les gauchistes qui « n'ont pris que la parole quand il fallait prendre le pouvoir » et se sont débandés après le coup de gueule du Général ! Pas un mot sur leur rôle depuis Mai, sinon l'assurance « qu'on ne fera injure à personne de vouloir sagement, tel Léon Blum, occuper le pouvoir avant de la remettre un an plus tard à ses légitimes propriétaires... » (p.155)

Le livre de Debray est ce qu'il est convenu d'appeler un « Brillant pamphlet ». En tant que tel, il comporte une bonne dose de provocation. Il ne manque ni de style, ni d'aperçus lumineux. Mais il révèle une profonde incompréhension de ce qui se passe en Europe depuis une quinzaine d'années. Il se trompe souvent de cible. Espérons que l'analyse concrète de situations concrètes — celles qui se développent par exemple au Portugal, en Espagne, en Italie et demain en France — le feront changer d'avis.

Henri Weber

(1) Edition du Seuil 170 p.